

# Nouvelle histoire – Nouvelle mythologie

## L'histoire d'ISRAËL revisitée en FRANCE

**Anne Lifshitz-Krams**

Chargée de recherches au Centre  
de Recherches Sens Ethique  
Société (CNRS/Paris 5- René  
Descartes), consultante à  
l'Observatoire des médias du CRIF  
de 2002 à 2006. Auteur entre autres  
de *La naturalisation des Juifs en  
France au XIX<sup>e</sup> siècle-Le choix de  
l'intégration*, Paris, CNRS-Éditions,  
2002.

« **O**n peut violer l'histoire pourvu  
qu'on lui fasse de beaux enfants. » Cette citation  
de Dumas (père) aurait pu parfaitement consti-  
tuer le credo des pères fondateurs d'Israël et  
résumer ainsi la conception que ceux-ci avaient  
développée de l'histoire et de son rôle au sein de  
leur société. L'histoire n'était alors conçue que  
comme un moyen au service d'une fin, à savoir  
la construction de la nation israélienne. Elle  
devait être mobilisée en vue d'unifier les diffé-

rentes communautés juives « montées » en Israël, d'horizons géographiques  
divers, en leur présentant une vision commune de leur passé. Elle devait intensi-  
fier leur adhésion au projet sioniste en leur constituant une vision glorieuse  
et mythifiée du passé. Les pères fondateurs, devant l'urgence du « défi de nation  
building », n'hésitaient donc pas à déformer et à travestir l'histoire à l'avant-  
tage de leur cause. »

Tel est le jugement sans appel qui ouvre le mémoire présenté en 2003 par une  
élève en science politique rennais<sup>1</sup>. On pourrait lui objecter que les immi-  
grants des années 1948-1960, adhérant *a priori* à l'idéal sioniste, n'étaient pas  
si naïfs et déjà suffisamment convaincus et motivés pour ne pas avoir besoin de

ce genre d'artifice : c'est de fait par un consensus assez universel que ce récit était alors reconnu aussi bien en Israël qu'ailleurs, autant dans les médias<sup>2</sup> que dans les livres d'histoire. Aussi bien prend-elle la précaution de préciser ensuite : « Cette instrumentalisation de l'histoire ne constitue pas une originalité israélienne ». Elle décline bien quelques unes des faiblesses de la « nouvelle histoire », mais n'en tiendra guère compte dans la suite de son analyse où cette « nouvelle histoire » servira d'étalon pour jeter aux orties l'ensemble de l'ancienne, sans aucune distinction. L'opposition entre une histoire-propagande, travestie et instrumentalisée et une « nouvelle histoire » qui serait, elle, pure et non falsifiée – même si elle en reconnaît parfois le caractère idéologique – demeure le fil principal du reste de son mémoire, à l'image de la représentation de l'histoire du conflit israélo-palestinien que donnent la majorité des médias de notre pays.

### Prégnance du mythe dans les histoires nationales

Les États-Unis, pour ne citer qu'eux, se sont complus pendant 200 ans dans le mythe de la conquête de l'Ouest et du courageux pionnier – mythe glorifié et mis en image par les westerns, genre cinématographique qui a perduré du début du cinéma jusqu'à la fin des années 1960. Ce n'est que dans les années 1970 que le mythe a commencé à voler en éclat. Sous la poussée, en particulier, d'un courant écologique voyant un idéal dans le mode de vie des Indiens, le mythe était alors inversé en un nouveau manichéisme sur le thème du monde naturel et enchanté des bons indiens détruit par une « civilisation » mauvaise dont on ne montrait plus que l'armée et ses exactions<sup>3</sup>.

Le débat franco-français sur les « bienfaits de la colonisation » en témoigne : tous les pays comptent dans leur histoire des périodes d'abord glorifiées par un roman national reflétant un certain consensus idéologique, puis revisités à la lumière des connaissances et de critères éthiques postérieurs, entraînant un nouveau consensus et une démystification allant parfois jusqu'à la caricature. Aujourd'hui persécuteurs incontestés, les acteurs de la colonisation ont été les héros de nombreux films ou romans. En remontant plus loin dans le temps, l'histoire « officielle » a pendant des décennies exalté l'épopée napoléonienne. Cette célébration a depuis été en grande partie nuancée. Aujourd'hui, un essayiste s'élève contre les commémorations de la bataille d'Austerlitz. Sur la publicité de son livre, on peut lire : « Comment les exactions de ce despote misogyne, homophobe, antisémite, raciste, fasciste, antirépublicain, qui détestait autant les Français du continent que les Corses, ont-elles pu, jusqu'à présent, rester ignorées du grand public ? Pourquoi une certaine France, au xx<sup>e</sup> siècle, s'acharner-elle à faire du boucher des « Noirs » un héros national ? » Et 200 ans après, il dénonce « preuves et témoignages à l'appui, "Le Crime de Napoléon" »<sup>4</sup>. Son

ouvrage – à certains égards aussi caricatural selon les défenseurs de Napoléon<sup>5</sup> que les nouvelles représentations américaines – a déclenché une vive polémique et les protestations de nombreux historiens indignés de l'assimilation de Napoléon à Hitler. Cela n'a pas empêché l'auteur d'être nommé, l'année même de la publication de son ouvrage provocateur, membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH).

Dans l'entreprise qui consiste pour chaque pays à fabriquer de « bons citoyens », la mythes nationaux et culte des héros font partie « obligée » de l'enseignement de l'histoire. Israël ne fait pas exception à la règle. La mode est aujourd'hui partout en Occident, mais particulièrement en France, à la remise en question radicale du « roman national ». Peut-on pour autant qualifier les récits anciens de « falsifiés » et de « propagande » tout en proposant comme seule et unique Vérité un autre récit qui n'est peut-être qu'une autre interprétation mieux en rapport avec le politiquement correct du moment, un « roman national » inversé ? Dans ce mouvement général, nulle autre remise en cause que celle du « roman national israélien » n'a suscité tant d'intérêt et de hargne à l'extérieur du pays qui l'a produite. Nul autre nouveau récit n'a suscité autant d'intérêt ni une telle évidence de « Vérité ». Pourquoi cet intérêt et cette indignation si particulière à l'extérieur face à la « découverte » que serait la non « pureté des armes » en Israël et face à la résistance si normale de la société israélienne devant ces révélations ? Qui pouvait raisonnablement croire que les Israéliens (parce que Juifs ?) auraient été différents en temps de guerre des autres hommes ? Et pourquoi déduire – pour Israël et pour le seul Israël – du comportement de quelques hommes ou de quelques dirigeants un jugement qui jetterait à tout jamais une ombre et un discrédit non seulement sur le passé, mais sur le destin de l'ensemble de la société en cause. Discrédit résumé dans l'expression « péché originel » d'Israël, expression biblique destinée à rappeler que cette fameuse faute retentit sur le destin de toute l'humanité. Quel pays au cours de son histoire ancienne ou récente ne s'est pas fondé, agrandi ou enrichi sur la conquête et parfois sur des violences et des expulsions pas toujours avouables ? Qui oserait aujourd'hui parler du « péché originel » des USA, du Canada, de l'Australie et même de toute l'Amérique latine, fondés pourtant sur l'élimination pure et simple de civilisations entières ? Et pourquoi pas parler aussi du « péché originel » du Pakistan, du Soudan et de bien d'autres pays de la même région ? Cette focalisation négative sur Israël et sur son histoire qui – parce qu'il est porteur du « péché originel » – ne serait qu'une longue succession de plans diaboliques et de massacres, demande à être analysée et expliquée.

## L'histoire de l'histoire

Faisons un détour par « l'histoire de l'histoire », en particulier le cas de la France. Après une longue période pendant laquelle le récit historique national n'a soulevé que peu d'objections et où des milliers d'enfants de métropole (ou d'ailleurs) ont récité sans sourciller le fameux « nos ancêtres les Gaulois », historiens et philosophes se sont interrogés sur le statut du « fait » en histoire et le rapport entre mémoire, récit historique et Vérité. La place du récit dans l'écriture de l'histoire<sup>6</sup> a été l'objet d'une vive controverse – que certains datent de 1929, année de la création de l'école des *Annales*, que d'autres font remonter bien plus avant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec la création de la revue américaine *The American Historical Review*, l'un et l'autre se qualifiant de « Nouvelle histoire » – opposant historiens, sémioticiens et philosophes. Ce débat confronte deux attitudes principales. Selon l'une, tout n'est qu'interprétation, tant du côté du chercheur que du côté du lecteur. Il n'y a aucune chance d'arriver à connaître la vérité, ni à trouver un langage permettant de transmettre au lecteur les représentations que s'en fait le chercheur. Ceux-là affirment que l'on ne peut raconter une histoire que partielle et partielle. Ils se déclarent relativistes ou « post-modernes ». Selon les autres, il faut chercher, au delà des divergences, à savoir ce qui s'est passé. Pour ce faire, l'historien comme le sociologue doit être conscient de la subjectivité des témoignages. Il faut donc tenter de *démêler les différentes perceptions d'une même réalité et se garder d'une empathie avec l'un des acteurs*. L'un des outils en est la comparaison. Il faut reconstituer des causalités tout en ayant conscience que si le chercheur connaît « le mot de la fin », l'acteur lui ne le connaissait pas. Autrement dit ne pas faire d'anachronisme interprétatif. Au delà de l'intérêt épistémologique, ce débat n'est évidemment pas sans implications pratiques, tant au plan des méthodes de l'historien que sur le plan politique de la relation au passé. Quelle place et quel crédit accorder à l'histoire si elle n'est qu'un roman ?

Le philosophe Paul Ricoeur est probablement celui qui a, en France, le plus influencé le débat sur les limites de la scientificité de l'histoire. Pour lui, comme un roman, l'écriture de l'histoire aussi bien que sa lecture, reposent sur l'interprétation. Cela à toutes les phases de la recherche et de l'écriture : « Il y a selon moi, dit-il, de l'interprétation aux trois niveaux du discours historique, au niveau documentaire, au niveau de l'explication/compréhension, au niveau de la représentation littéraire du passé »<sup>7</sup>. Pourtant, ajoute-t-il, il y a bien une différence entre le roman et l'histoire : on doit distinguer la fonction historienne de « représentation » par *découverte* de la fonction littéraire de « révélation, transformation » par *invention*. Le récit historique se distingue par son *intentionnalité de connaissance*. En histoire, l'écriture dépend surtout de ce pacte avec le lecteur qui pose que

les événements et les acteurs ont réellement existé. Quand le romancier doit produire un « effet du réel », l'historien, lui, doit attester que ce fut observé ou observable par des témoins du passé et que ce qui s'est passé a eu des conséquences identifiables au travers des traces sur le cours des choses. D'où la place entre autres du témoignage. Mais un témoignage généralement retrouvé à partir de la trace écrite laissée dans les archives et faisant l'objet d'un travail critique qui seul installe le témoignage dans le champ de la recherche de la vérité. Ces débats ont mis de nombreuses années à franchir le seuil des établissements scolaires. Longtemps après la deuxième guerre mondiale, les manuels soutiennent encore le mythe national. Voici ce qu'en disent des spécialistes de « l'histoire de l'histoire »<sup>8</sup> : « Le cadre intangible de l'histoire lavissienne construit autour de la glorification de la patrie, qui a eu tant de succès depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, se perpétue malgré les vents nouveaux qui soufflent dans le climat de la Libération. (...) L'histoire instrumentalisée, pour forger l'esprit national et patriotique, a donc encore de belles années devant elle, et l'action formatrice se limite à intervenir sur le seul plan pédagogique. Le manuel *Malet et Isaac*, né au début du siècle, continue à dominer le paysage éditorial autour d'une conception, héritière de Lavis, d'une histoire très franco-française, centrée autour de l'État-nation, et d'une approche très strictement factualiste autour des histoires-batailles qui ont fait la grandeur de la France. Ce n'est qu'avec la réforme des programmes de 1957 qu'une modification notable prend en compte les évolutions historiographiques, avec l'introduction en classe de terminale de l'étude des civilisations du monde contemporain (elle se réalise en 1962). (...) Cette greffe du programme annaliste sur la discipline historique enseignée se heurte à de nombreuses résistances et tourne vite à l'échec.

Mais la grande rupture vient de l'extérieur de la discipline. En effet, la disparition de l'Empire français, l'émancipation de toute l'Afrique noire française en ce début des années 1960, la fin de la guerre d'Algérie en 1962, l'impératif de se tourner vers l'Europe..., tous ces bouleversements modifient en profondeur le statut de l'État-nation, qui est de fait réduit à une position plus modeste. Le « mythe national » s'en trouve ébranlé en profondeur, perdant ses bases historiques. » Il faudra pourtant attendre encore pour que les programmes prennent en compte cet ébranlement du « mythe national » : c'est près de 200 ans après la date « fondatrice » de ce mythe, près d'un siècle après son instauration dans les programmes, et pas loin de 50 ans après le début des débats entre chercheurs, qu'ils ont été modifiés en profondeur : « Quel contenu doit recouvrir l'histoire ? Quelle est la fonction de cette discipline ? Le désarroi devant ces questions débouche sur la définition de nouveaux programmes dans le cadre plus global de la réforme Haby en 1977. Le bouleversement significatif des

programmes d'histoire consiste à s'inspirer des orientations nouvelles de l'école des *Annales* et de leur trouver un prolongement dans l'enseignement secondaire. La discipline historique se voit intégrée dans un ensemble plus large, celui des sciences sociales, qui tente un rapprochement notamment avec l'initiation à l'économie. (...) La part événementielle est considérablement réduite, et les moments de transition et de révolution sont limités à la portion congrue dans un programme totalement désarticulé qui n'a plus de capacité structurante, renonçant à l'idée même de globalité historique. »

La comparaison avec ce qui s'est passé en Israël – tant concernant le processus de prise de conscience de l'existence d'un « mythe national » que concernant la longueur de la résistance de la société – prend alors tout son intérêt. Dès les années 1980, profitant de la déclassification des archives de la guerre de 1948 – conformément à la durée légale de 30 ans –, sont publiés les travaux de « nouveaux historiens israéliens », parfois appelés historiens « post-sionistes ». La ligne de partage entre les « vieux » historiens et eux ne se situe pas réellement autour de la place du récit en histoire<sup>9</sup>, mais elle concerne le débat sur la Vérité et l'histoire nationale est revisitée<sup>10</sup>. Selon Emmanuel Navon, « En 1999, trois phénomènes consécutifs indiquèrent que les idées des nouveaux historiens avaient franchi le pas de la tour d'ivoire universitaire en Israël. La division historique de *Tsahal* publia un livre très critique sur la politique de défense d'Israël dans les années 1950. Le Ministère de l'Éducation nationale introduit un nouveau livre d'histoire minimisant l'héroïsme d'Israël et insistant sur l'humiliation et la souffrance des Arabes. Et le livre de Tom Seguev *Le Temps des Anémones* (qui affirme que c'est grâce aux Arabes et non aux Juifs que les Britanniques quittèrent la Palestine) parut en tête de liste des best-sellers pendant huit mois »<sup>11</sup>. C'est donc moins de 40 ans après la création de l'État, que son « roman national » est remis en question, c'est 30 ans après la guerre qui l'a vu naître que les archives sont consultables, et il n'aura fallu qu'une douzaine d'années après la publication du premier livre de Benny Morris pour que cette « nouvelle histoire » passe du bureau du chercheur au cartable des écoliers. Au point que selon certains auteurs il serait même devenu difficile, à l'inverse, dans les universités israéliennes d'enseigner le sionisme. Un record si l'on pense que, 90 ans après, certaines archives de la guerre de 1914-1918 ne sont pas encore déclassifiées, à plus forte raison celles de la guerre d'Algérie<sup>12</sup>, et que nous en sommes, cinquante ans après la décolonisation, à débattre des « aspects positifs de la colonisation ». Pourquoi alors cette légende qui continue à circuler sur la censure israélienne des nouveaux historiens et le déni des « vérités » qu'ils auraient révélé ? Et pourquoi cette si vive et si particulière réprobation au point qu'elle doive à tout propos être criée dans les médias ?

## Du récit apologétique par omission au récit dénonciateur par omission inversée. Histoire ou idéologie ?

Rien d'étonnant en soi à l'engouement international pour ces nouveaux historiens qui s'inscrivent dans la réflexion intellectuelle sur le statut de l'histoire et le rôle de l'historien. Plus surprenant est l'accueil inconditionnel qui leur est réservé – quelles que soient leurs méthodes et leurs thèses – par l'intelligentsia française, et la représentation victimaire qui est donnée de leur situation. Cette image est d'abord propagée par la médiation d'ouvrages ou d'articles qui mettent leurs thèses à la portée du public français<sup>13</sup>, les couvrant de louanges tout en clouant au pilori – sans prendre la peine d'examiner le fond de ces critiques – tous ceux qui les contredisent. Ces derniers ne pouvant être que porteurs d'une histoire obsolète, adeptes du « pouvoir » sioniste, voire partie prenante d'une sorte de complot visant à calomnier des auteurs forcément honnêtes puisqu'ils dénoncent les « sionistes ». On aurait pu penser que certains auraient à cœur de féliciter la démocratie israélienne, pays en guerre qui permet si peu de temps après sa création qu'un débat sur son histoire s'instaure au sein des universités financées par l'État. Il n'en a rien été. Sans prendre en considération notre propre expérience et le temps qu'il nous a fallu pour réviser notre « roman national », sans autre vérification du rapport à la vérité de ces récits, sans prudence pour éviter les jugements anachroniques, on a pu lire sous la plume de grands historiens des plaidoyers bien plus belliqueux et plus intolérants sur le déni israélien des « crimes » découverts par les nouveaux historiens que ceux que l'on a jamais pu lire sous leur signature sur, par exemple, le déni turc du génocide des Arméniens ou même sur le déni français des violences de la guerre d'Algérie.

### Campés en victimes par les journalistes

Alors même qu'ils continuent à enseigner et à publier sans entraves, on affirme – dans tous les articles qui leur sont consacrés – ces nouveaux historiens censurés et maltraités. Sans autre informé, les habituels signataires de pétitions prennent ainsi fait et cause pour Ilan Pappé quand, après avoir appelé la communauté internationale à boycotter son université, il fait campagne en France en s'affirmant menacé dans son emploi « à cause de ses opinions ». La rumeur fait son chemin, devenant Vérité. Elle est reprise sur les bancs de la fac par notre étudiante rennaise dont le mémoire peut servir à mesurer l'emprise de certaines idées. Consacrant une dizaine de pages (sur 100) à leur « courage » présumé elle affirme (à la suite de Dominique Vidal, journaliste au « journal de référence », le *Monde Diplomatique*) : « il faut souligner, en effet, que si, en Israël même, leurs œuvres ont du mal à être diffusées, il en est de même en France, comme le souligne avec

regret d'ailleurs Dominique Vidal qui tente par son ouvrage *Le péché original d'Israël*, de corriger cet oubli. Le livre de Benny Morris *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, par exemple, seize ans après sa publication en anglais, n'est toujours pas à ce jour, disponible en langue française »,

Affirmation qu'elle n'a pas pris la peine, un an après la parution du livre de Dominique Vidal, de vérifier<sup>14</sup> tant pour ce qui est de leur accueil en Israël que de leur publication en France, et que pas plus elle que Dominique Vidal n'ont étayé par la comparaison avec l'accès, sur les rayons de nos bibliothèques ou librairies, aux ouvrages de leurs « concurrents » et contradicteurs ou avec l'accueil généralement réservé à la littérature historique étrangère. Un simple coup d'œil sur le catalogue en ligne d'une grande librairie permet pourtant de lui objecter qu'on trouve à ce moment en France sur les rayons de nos librairies assez facilement des ouvrages de Pappé, Segev ou Morris, ainsi que de ceux qui les font abondamment connaître (Dominique Vidal ou Sylvain Cypel). On ne trouve par contre nulle part, au moment où elle écrit, les ouvrages de ceux qui les ont largement contredit et ont parfois démontré leurs lourdes erreurs, quand ce n'est pas des falsifications<sup>15</sup>. Les critiques à leur égard d'Effraïm Karsh<sup>16</sup>, d'Itamar Rabinovitch<sup>17</sup>, ou Avraham Sela<sup>18</sup> pour ne citer qu'eux ne sont pas traduites en français. Anita Shapira<sup>19</sup>, très sévère envers les nouveaux historiens, n'est traduite qu'en 2005. Encore s'agit-il d'un ouvrage assez consensuel. Toutes ces critiques ne sont connues qu'à travers les commentaires qu'en font ceux-là même qu'ils éreintent. Sous prétexte de briser la censure, on pourrait même dire que l'on est sur-informé.

Preuve s'il en était besoin de l'impact des idées des nouveaux historiens sur le récit fait ici du conflit israélo-palestinien, le 16 octobre 2004, Gilles Paris, correspondant du journal en Israël, s'appuie à l'évidence sur les plus radicaux de ces nouveaux historiens quand dans une page consacrée aux 60 ans du quotidien *le Monde* il martèle : « Dans les mois qui suivent ce 14 mai 1948, les mythes fondateurs de l'État juif se gravent dans les esprits. Pour longtemps »<sup>20</sup>. De même quand après avoir cité la déclaration d'indépendance de Ben Gourion : « L'Etat d'Israël sera ouvert à l'immigration juive et au rassemblement des exilés ; il développera le pays pour le bénéfice de tous ses habitants ; il se fondera sur la liberté, la justice et la paix telles que les envisageaient les Prophètes d'Israël ; il assurera la complète égalité de droits politiques et sociaux à tous ses habitants, quelles que soient leur religion, conscience, langue, éducation et culture ; il veillera à la sauvegarde des Lieux saints de toutes les religions et sera fidèle aux principes de la Charte des Nations unies. » Telles sont, le 14 mai 1948, les promesses de David Ben Gourion, qui tend alors la main « aux habitants arabes d'Israël » et « aux États arabes de la région ». Il conclut sans la moindre hési-

tation : « Le dirigeant le plus prestigieux de l'histoire du pays sait pourtant que la proclamation de l'État va au contraire mettre le feu aux poudres, dresser les murailles au lieu de les abattre. Mais, pour lui, le destin du sionisme, sa réalisation, passe par l'épreuve de force. »

Suggérant ainsi non seulement une fatalité historique (la construction actuelle du « mur » était inscrite dans le « Grand Livre » dès cette proclamation) mais que Ben-Gourion, disposant probablement d'une boule de cristal, connaissait et même souhaitait « la fin de l'histoire ». Parce qu'il a proclamé la naissance de l'État d'Israël, parce qu'il avait un plan en cas de guerre dans ses tiroirs, Ben Gourion serait un criminel, responsable des 60 ans d'histoire qui ont suivi. Tombant dans les deux écueils interdits aux historiens (l'analyse du passé en fonction de ce que l'on sait du présent et l'oubli du fait que les acteurs ne connaissaient pas la fin), le journaliste n'est plus dans le récit historique, mais bel et bien dans le roman. Cet article n'était pas un simple « point de vue » dont, si on en croit le responsable de la page « analyse » du journal, la publication « même en première page, ne signifie pas que *Le Monde* approuve les thèses de son auteur »<sup>21</sup> mais bel et bien un article officiel approuvé par la rédaction et supposé en symboliser l'histoire.

« *Les historiens assument pleinement désormais le pluralisme interprétatif de règle dans les autres sciences sociales.* » nous disent les trois « historiens de l'histoire » cités plus haut. Pourtant, des historiens éminents et par ailleurs respectables semblent oublier tous les principes qui fondent le récit en histoire et non en roman : « se garder d'une empathie avec l'un des acteurs », « avoir conscience que si le chercheur connaît « le mot de la fin », l'acteur lui, ne l'a pas », être conscient de la partialité des témoins, ne pas décontextualiser. Ainsi se crée insensiblement, non en Israël mais en France, une nouvelle historiographie mythique, manichéenne et délégitimante vis-à-vis d'Israël. Au lieu de nous proposer toutes les interprétations comme autant de récits complémentaires ou opposés, reflets de la représentation que se font deux combattants des mêmes événements, on nous impose un récit unique dans lequel chaque événement est réexaminé et réinterprété non plus à la lumière de ce qu'en savaient les contemporains, ou de ce qu'en ont compris les analystes extérieurs et indépendants de l'époque, mais sur le modèle manichéen du bourreau et de la victime et avec pour seul éclairage ce qui est advenu et ces postulats : « l'histoire des Israéliens est celle des vainqueurs » (i.e. : ils l'ont falsifiée) et « coupables aujourd'hui, ils sont coupables par essence ». Donc rien de ce qu'ils ont entrepris ne peut se justifier par leur perception d'une situation extérieure dangereuse, mais tout par des calculs que l'avenir (dans lequel nous sommes aujourd'hui) prouve amplement. Même quand certains soulignent l'angoisse existentielle des Israéliens<sup>22</sup>, c'est

bien souvent pour la renvoyer au rang des fantasmes : puisqu'en fin de compte ils ont gagné la guerre, c'est que de fait les menaces de « rejet à la mer »<sup>23</sup> des Arabes soit n'ont pas existé<sup>24</sup>, soit n'étaient que rodomontades peu crédibles. On passe insensiblement de « ce n'était pas crédible » à « ils n'y ont pas cru », donc « leurs motivations étaient forcément "ailleurs" » faisant le lit de la théorie du complot. Ce qui est d'autant plus facile que les recherches sont déséquilibrées : elles se font dans les seules archives israéliennes (les Arabes et à plus forte raison les Palestiniens n'en ayant pas ou ne les ouvrant pas<sup>25</sup>) et pour ceux qui utilisent les témoignages, sur ceux du seul camp arabe. Pourquoi aller interroger les témoins israéliens puisqu'il y a des archives ? D'autant que leur témoignage ne peut être que celui de coupables désireux de se dédouaner<sup>26</sup>. La caution des nouveaux historiens justifie alors la « critique » la plus radicale d'Israël institué « État raciste ». Mettant à la poubelle aussi bien les reportages d'époque<sup>27</sup> que les ouvrages écrits autrefois tant par des historiens que des politiciens ou des journalistes – y compris par des non israéliens – mais aussi ce qui ne conforte pas cette idée dans les écrits des nouveaux historiens (et particulièrement de Benny Morris abondamment cité pour sa découverte des « massacres » perpétrés par les Israéliens), on a déclaré le sionisme coupable par essence. Les guerres de 1948, 1956, 1967 et celle du Liban sont désormais présentées jusque dans les manuels scolaires de nos enfants comme des guerres coloniales et de conquête et comme une suite de massacres planifiés dont les seuls coupables auraient été les israéliens. Deir Yassine ou Sabra et Chatilla (celui-ci pourtant perpétré par des milices chrétiennes) sont élevés au rang d'icônes, dans un paysage où le contexte se dissout totalement, comme l'arbre qui cache la forêt de l'ensemble des horreurs commises par tous les belligérants au cours de guerres dont ces deux massacres n'ont malheureusement été qu'un épisode particulier<sup>28</sup>. Dans le premier cas simplement parce que les « victimes » ne peuvent pas avoir eux aussi commis des méfaits, dans le second cas parce que la réconciliation nationale libanaise passait par l'amnistie générale de tous les crimes ; restait alors le seul crime dans lequel pouvaient être impliqués les Israéliens et le seul ayant fait l'objet d'une enquête.

### La « méthode » d'Ilan Pappé

L'interprétation par exemple du fameux plan Dalet proposée par Ilan Pappé fait recette : « On 10 March 1948, the Zionist leadership adopted the infamous Plan Dalet, which resulted in the ethnic cleansing of the areas regarded as the future Jewish state in Palestine. »<sup>29</sup> Commentaire qui est pourtant loin de faire l'unanimité. De fait, la plupart des historiens, Benny Morris compris, s'entendent pour dire que jusqu'en avril 1948, les Israéliens sont uniquement dans une

stratégie défensive, se contentant de rendre coup contre coup aux attaques, au point que les Arabes tenaient à ce moment la plupart des routes. Jacques Fremeaux<sup>30</sup>, qui ne peut être qualifié d'« ultra-sioniste », l'explique ainsi dans un dossier dont on examinera plus loin quelques faiblesses : « Sur le terrain pendant ce temps, les deux camps se préparent au conflit. Aucun de leurs dirigeants n'est prêt en effet à accepter la collaboration étroite entre les deux États dont les experts de l'ONU ont fait une condition indispensable au succès. David Ben Gourion, président de l'Agence juive et ses collègues ont déclaré accepter la résolution 181. Les Arabes de Palestine, alors représentés par le Mufti el-Hadj Amin el-Husseini, ont en revanche purement et simplement refusé le projet. Mais les uns et les autres cherchent à occuper les meilleures positions possibles avant la fin du Mandat et le départ des troupes britanniques annoncé pour le 15 mai par le secrétaire d'État aux colonies Creech-Jones. Les Juifs en particulier sont bien décidés à améliorer les frontières qui leur paraissent militairement indéfendables. (...) Le terrorisme est pratiqué par les deux camps. (...) Leur souci majeur [aux Israéliens] est de maintenir avec l'extérieur des communications vitales pour le ravitaillement en vivres, en eau, en carburant indispensable aux centrales électriques, et en munitions. L'axe routier qui relie Tel-Aviv-Jaffa à Jérusalem (environ 70 km) est en effet menacé d'asphyxie par les embuscades (...) Quand à l'alimentation en eau, il provient de zones contrôlées par les Arabes et donc très vulnérable. Les attaques les plus graves se produisent en mars. Les convois passent de plus en plus difficilement, mais les responsables excluent toute évacuation de la cité, étant donné l'importance de l'enjeu symbolique que constitue sa possession. A partir du 1<sup>er</sup> avril, le plan Dalet ou plan D, (...) est mis en application par les dirigeants sionistes. Il vise à modifier les frontières au profit de lignes de feu plus défendables en détruisant au besoin les localités arabes stratégiquement gênantes. »

Un récit corroboré par Benny Morris selon qui l'objectif de ce plan est de « s'emparer des zones stratégiques évacuées par les Britanniques, de prendre le contrôle des villes principales et des voies internes de communication et de s'assurer les régions frontalières de l'État naissant en perspective de l'invasion des armées arabes »<sup>31</sup> mais fort loin de celui d'Ilan Pappé qui fait pourtant force de loi dans de nombreux médias français. Sa méthodologie, racontée par Ilan Pappé lui-même, est le meilleur témoignage de la distorsion possible du sens d'un événement historique du fait des pré-supposés de l'historien. A l'exact opposé de Benny Morris pour qui rien n'existe si ce n'est pas prouvé par des archives écrites<sup>32</sup>, il explique ainsi à ses lecteurs que c'est justement parce qu'on n'a pas « encore » retrouvé de traces écrites d'un ordre d'expulsion, que celui-ci a existé. Selon lui : « Les plans préconçus ne sont pas l'élément le plus

important pour vous préparer à une période marquée par une conjoncture révolutionnaire ou à l'établissement de plans concrets pour pratiquement mettre en œuvre l'idée d'expulsion. Vous avez besoin de quelque chose d'autre. Vous avez besoin d'une atmosphère, de personnes endoctrinées. Vous avez besoin de chefs qui, à tous les niveaux de la chaîne de commandement, sachent que faire le moment venu, même s'ils ne reçoivent pas d'ordres explicites. L'essentiel de la préparation d'avant 1948 n'a pas porté sur la mise au point d'un plan (bien que je pense qu'un tel plan existait). Les commandants étaient occupés à réunir des renseignements sur chaque village palestinien, afin de permettre aux chefs, à tous les niveaux des groupes armés juifs de connaître la richesse de chaque village, son importance d'un point de vue militaire, etc. Munis de telles informations, ces chefs étaient aussi avertis de ce qui était attendu d'eux de la part des hommes au sommet de la pyramide juive en Palestine : David Ben Gourion et ses collègues. Ces dirigeants voulaient seulement savoir dans quelle mesure chaque opération contribuait à la judaïsation de la Palestine, et ils ont très clairement fait savoir que cela ne leur importait pas de savoir comment cela serait fait. Le plan d'expulsion a fonctionné sans secousse justement parce qu'il n'y avait pas besoin d'une chaîne de commandement systématique, vérifiant si le plan établi était totalement mis en œuvre. Toute personne qui a fait des recherches sur des opérations de nettoyages ethniques durant la seconde moitié du vingtième siècle sait que c'est exactement de cette manière qu'est réalisé un nettoyage ethnique : en créant une sorte de système d'éducation et d'endoctrinement garantissant que tout soldat, toute personne, avec sa responsabilité individuelle, sache exactement quoi faire lorsqu'il entre dans un village, même s'il n'a pas reçu d'ordres spécifiques d'en expulser les habitants. »<sup>33</sup>

Ayant donc décrété *a priori* qu'il y avait eu volonté de nettoyage ethnique, il interprète tout fait à cette aune. La stratégie militaire banale de renseignement et de repérage des forces ennemies devient stratégie en vue de ce nettoyage. Évacuant de son champ de vision les agissements et discours de l'adversaire – comme les massacres perpétrés par les Palestiniens ou les appels à l'extermination venant des médias ou des dirigeants arabes<sup>34</sup> – pour ne regarder à la loupe que les agissements israéliens, il se débarrasse de tout approfondissement sur la complexité des causes et des sentiments des acteurs : crainte de l'ennemi intérieur, pensées de type « c'est eux ou nous », traumatisme de la Shoah, ou simples actes de vengeance<sup>35</sup>. Ce qui est rapporté par les acteurs en termes classiques d'une guerre de position – comme cela se passe dans tous conflits où chacun des combattants veut occuper le maximum de terrain avant un cessez le feu qui risque de tracer des frontières – se transforme sous sa plume en conflit ethnique.

Cette transposition d'un objectif militaire en objectif idéologique raciste, Ilan

Pappé la fait aussi au prix d'une autre distorsion, cette fois du vocabulaire militaire : « il est important de se questionner sur le vocabulaire employé qui est loin, dans ce cas, d'être neutre : « Quand je lis une telle chose, je cherche à savoir ce que cela veut dire. J'ai essayé avec mes étudiants. Ils l'ont lu une première fois et ils ont dit : bon et alors. Je leur ai demandé : nettoyer le village, c'est quoi ? Qu'ont-ils fait des femmes, des enfants, des vieillards qui étaient là ? Et mes étudiants se sont dit : c'est vrai, nous n'y avons pas pensé. »

L'étudiante en sciences politiques dont le mémoire nous sert de fil conducteur cite cette phrase sans en faire de critique. Pourtant il n'est pas besoin d'avoir été dans l'armée pour savoir que pour n'importe quel militaire, le terme « nettoyer » signifie simplement sécuriser le terrain en neutralisant tous les tireurs. Il n'a à aucun moment la connotation de « nettoyage ethnique », ni d'exécution des femmes et des enfants. Le *Glossaire de vocabulaire interarmées*<sup>36</sup> classe ainsi « l'opération de nettoyage des maisons » dans le cadre de combats urbains parmi les termes tactiques du vocabulaire de l'armée de terre, sans qu'il soit à l'évidence question d'une telle connotation. C'est donc bien à un « viol » de vocabulaire qu'Ilan Pappé se livre : il glisse insensiblement du « nettoyage militaire » au « nettoyage ethnique », et puisqu'il y a nettoyage ethnique, il y a forcément préméditation. Pire, il profite de l'ignorance de ses étudiants et de ses lecteurs pour leur insuffler cette idée. Cette investigation entièrement à charge oubliant d'instruire les projets de la partie adverse pour ne retenir comme événements pertinents que les plans et agissements du vainqueur est aujourd'hui devenue Vérité sans avoir besoin d'être prouvée.

### En France, une histoire sous influence

Un article co-écrit dans *Le Monde* daté du 16-17/12/2001 par l'historien français Pierre Vidal-Naquet et le Palestinien Elias Sambar prétend dire « quelques vérités élémentaires ». Même si cela peut sembler à certains peu approprié quand l'un des auteurs est décédé depuis, il mérite un regard critique tant il est emblématique de la lecture « légitime » de l'histoire et de l'actualité du Moyen-Orient et du statut des faits pour certains intellectuels s'agissant de ce conflit. « Aujourd'hui », nous disaient ces deux auteurs de renom, « ces réfugiés [palestiniens] et leurs descendants ne remettent pas en cause l'existence de l'État d'Israël dès lors que l'injustice subie sera reconnue et que la mise en pratique de leurs droits sera équitablement négociée. ». Qui sont donc « ces » réfugiés ? Yasser Arafat qui a toujours dit qu'il ne renoncerait jamais au « droit au retour » de tous les réfugiés palestiniens – exigence équivalente à la destruction d'Israël par la démographie ? Certainement pas en tout cas ceux du Hamas dont la Charte s'inspire des Protocoles des Sages de Sion, ni ceux qui ont préféré l'Intifada à la

négociation en cours. Quelle unité imaginaire les auteurs doivent-ils forger chez les Palestiniens pour les désigner ainsi comme un groupe un et indivisible acquis à la négociation ? Ils poursuivent : « La résistance palestinienne a solennellement reconnu l'existence de l'État hébreu et entamé à Oslo un processus de paix (...) Du côté palestinien, s'alimentant de la frustration grandissante de la population occupée, une aile s'est détachée, pratiquant une politique de la terreur et de la mort qui nous fait horreur. ».

En fait, Arafat seul a déclaré la charte de l'OLP caduque, ce qui n'a été ratifié par aucune des instances palestiniennes. Cette image idyllique et fautive d'une « résistance palestinienne » qui aurait été en 1993 toute entière unie derrière son chef pour reconnaître Israël, ils ne nous l'imposent donc que pour arriver à cette autre « vérité » : seule une « aile » s'en serait détachée et uniquement par « frustration ». Et c'est tout aussi naturellement que pour Elias Sanbar et Pierre Vidal-Naquet, la riposte israélienne, forcément illégitime, « s'apparente aujourd'hui à la destruction du peuple lui-même en tant qu'il était structuré et organisé. »... De quelle structure et de quelle organisation parlent-ils ? On sait aujourd'hui (ce que l'on voulait ignorer à l'époque) le refus d'Arafat de jeter réellement les bases d'un État et la corruption de son système.

Une phrase ambiguë de cet article mérite tout particulièrement qu'on s'y arrête pour la confronter aux faits : « Le terrorisme palestinien, tout à fait minoritaire au temps d'Itzhak Rabin, a pris une dimension dramatique. ». Comment l'interpréter ? Prétendent-ils que le terrorisme était en ce temps là soutenu par une minorité de Palestiniens ? Si c'est le cas cela nécessiterait pour le moins une analyse un peu plus poussée de l'opinion palestinienne. Ou affirment-ils ainsi qu'il y avait peu d'attentats dans les années 1993-95 ? Si c'est bien le sens de cette phrase, cela tendrait alors à prouver leur méconnaissance ou leur courte mémoire – à moins qu'ils ne jouent sur la courte mémoire supposée de leurs lecteurs. Itzhak Rabin est premier ministre du 13 juillet 1992 au 4 novembre 1995 date de son assassinat. Il signe les accords d'Oslo le 13 septembre 1993. C'est à ce moment qu'est perpétré le premier attentat suicide à Tel-Aviv<sup>37</sup> et quelques uns des attentats les plus meurtriers. C'est aussi l'époque où se multiplient les attentats anti-israéliens à l'étranger : en Argentine, à Istanbul, à Londres. A tel point que c'est pour cette raison que l'association Zaka, qui rassemble les corps des victimes d'attentats, a été créée en 1995. Les auteurs sont tous deux historiens et se présentent avec la légitimité que leur donne ce titre. Quoi d'étonnant donc si une étudiante ou des journalistes reprennent ces représentations ? Pourtant on voit bien en le confrontant aux faits que le discours qu'ils tiennent dans cet article n'est pas un récit historique, mais un récit politique de l'histoire.

Concernant la « nouvelle histoire israélienne », le même Pierre Vidal-Naquet

publiait dans le *Monde des livres* du 20 mai 2005 (environ un an avant son décès<sup>38</sup>) un commentaire élogieux sur le livre du journaliste du *Monde* Sylvain Cypel – livre qui reprend en grande partie les thèses des nouveaux historiens et particulièrement celles de Ilan Pappé. Il écrivait : « Chez beaucoup (la majorité ?) d'Israéliens, les Palestiniens n'existent pas en tant que tels. Le premier déni porte naturellement sur les conditions de la création de l'État en 1948 : le « Retour », avec ce qu'il comporte de mythes et de mensonges. On admet l'existence du massacre de Deir Yassine, parce qu'il fut, principalement, l'œuvre de « dissidents » de l'Irgoun et du groupe Stern, mais on nie l'existence de celui de Tantoura, le 23 mai 1948, découvert par un vieil étudiant de l'université de Haïfa, alors que les archives de Tsahal attestent de sa réalité, et même un historien sérieux comme Élie Barnavi s'associe à cette dénégation. Le rapport au passé est à ce point perverti en Israël qu'on proclame la continuité entre les héros du siège de Jérusalem en 70 de notre ère et les combattants de 1948, sautant allégrement par-dessus vingt siècles de diaspora, frappés d'un signe négatif. Par rapport aux Palestiniens, il y a une double dénégation : on nie les avoir expulsés en 1948, et on nie aujourd'hui exercer sur eux une domination. La « pureté des armes » est proclamée, à défaut d'être toujours réelle. Entre Israéliens et Palestiniens, y aura-t-il un jour une Commission vérité et réconciliation, comme c'est le cas en Union sud-africaine ? ».

Cette indignation sonne, en apparence, à l'identique de celle qu'il manifestait en 1987<sup>39</sup> : « Nier l'histoire n'est pas la réviser. Le cas Faurisson n'est pas à cet égard nouveau. Un savant jésuite, Le RP Jean Hardouin (1646-1729), grand érudit, commença à partir de 1690 à nier l'authenticité de la plus grande partie des oeuvres conservées des littératures grecque et latine, classique ou chrétienne. L'Énéide de Virgile aussi bien que l'œuvre de saint Augustin seraient des faux fabriqués au XIV<sup>e</sup> siècle par des moines hérétiques. Raison de cette « hypothèse » : les grands hérésiarques, Wyclif au XIV<sup>e</sup> siècle, Luther et Calvin au XVI<sup>e</sup> se sont nourris de saint Augustin. La disparition de celui-ci entraîna celle de Virgile. Le révisionnisme progressait au service d'une idéologie. La méthode des « révisionnistes » contemporains, des négateurs, a été souvent analysée. Comme l'écrivent Nadine Fresco et Jacques Baynac : « Curieux historiens en vérité que ces gens qui au lieu de s'attacher à "connaître le déroulement exact des événements" s'intitulent juges des "pièces à conviction" d'un procès qui n'a lieu que parce qu'ils nient l'existence de l'objet du litige, et qui, à l'heure du verdict, seront donc nécessairement amenés à déclarer fausses toutes les preuves contraires à l'a priori dont ils ne démordent pas. »

Mais le parallèle n'est qu'apparent, et les modalités de l'indignation bien différentes. En premier lieu, et probablement le plus grave, parce qu'en 1987, il inter-

pellait quelques individus bien identifiés, alors qu'en 2005 il stigmatise tous les Israéliens sans distinction. En second lieu parce que personne en 2005 en Israël – même parmi l'extrême droite – ne soutient la prétendue théorie de la « pureté des armes ». On a vu plus haut que la « souffrance des Palestiniens » a même été introduite dans les programmes scolaires dès 1999. En troisième lieu, parce que la négation de Tantura n'a rien à voir avec celle de la Shoah. Le « vieil étudiant de Haïfa » en question est ce Teddy Katz dont la thèse, soutenue sous la direction de Ilan Pappé, et qui avait été favorablement notée par l'université a fait l'objet d'un procès en diffamation. Procès qui ne lui a été intenté ni par ses pairs, ni par les autorités militaires, mais bel et bien par quelques uns des soldats qu'elle met en cause<sup>40</sup>. Quant à la preuve « trouvée dans les archives de Tsahal » elle n'existe pas et pour cause : Tsahal n'existait pas encore le 23 mai 1948. Il n'a été créé que le 26. Le procès a d'ailleurs démontré que l'auteur n'a jamais consulté les archives et ne s'appuie que sur des témoignages... dont qui plus est l'écoute par le tribunal a prouvé qu'ils avaient été falsifiés.

Au demeurant, dans cette affaire tout devait susciter le doute de l'historien. A commencer par la définition que donne le directeur de thèse – dont on a déjà plus haut démonté les méthodes – des buts de la recherche en histoire. Définition dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle diffère de celle que défend Pierre Vidal Naquet quand il fustige les négationnistes. Là où lui affirme : « (...) Dans ce champ éclaté du discours historique, comment se situe l'entreprise « révisionniste » ? Sa perfidie est précisément d'apparaître pour ce qu'elle n'est pas, un effort pour écrire et penser l'histoire. Il ne s'agit pas de construire un récit vrai. Il ne s'agit pas non plus de réviser les acquis prétendus de la science historique. (...) ».

Ilan Pappé, considère qu'il serait du devoir de l'historien, grâce à ses travaux, de donner son point de vue à ses lecteurs pour les amener vers un but précis : « Aujourd'hui, je ne pense plus avoir écrit une histoire neutre et je ne le regrette pas. J'ai écrit un texte historique, que je crois bien étayé par des documents probants. Mais je n'ai pas travaillé comme un « chercheur de vérité »<sup>41</sup>. Et là il se démarque réellement de Pierre Vidal-Naquet : « Je conteste absolument que l'Histoire soit une science non orientée, grâce à laquelle on peut découvrir une Vérité une et unique. Il n'y a pas d'Histoire, il n'y a que des historiens qui donnent le résultat fini, chacun selon sa compréhension, sa génération et ses besoins. ». Il avoue ailleurs que son but est avant tout de servir une idéologie politique. N'est-ce pas exactement le reproche que Vidal-Naquet faisait aux révisionnistes ?

L'autre élément qui aurait dû le faire douter du bien fondé de la théorie de Katz sur Tantura, que lui-même signale, est cet article publié en 2002<sup>42</sup> par Élie Barnavi dans lequel il compare ce travail et les conditions dans lesquelles

il a été effectué aux thèses négationnistes soutenues à Lyon III. Pierre Vidal-Naquet connaît de longue date Élie Barnavi et la grande honnêteté de son travail d'historien. Ils étaient amis et ont travaillé ensemble sur au moins un ouvrage<sup>43</sup>. Pourquoi alors a-t-il rejeté ses arguments sans même l'interroger pour savoir sur quoi il se fondait ?

On pourrait enfin ajouter deux arguments de simple logique qui auraient dû achever de le convaincre d'émettre au moins un « doute raisonnable » sur cette affaire. Il nous dit que Deir Yassine n'aurait été reconnu par les Israéliens que parce que ce sont des marginaux qui l'ont commis, alors qu'ils ne veulent pas reconnaître Tantura parce que les auteurs en seraient une unité d'élite. Or rien n'est moins vrai. D'abord, ce sont les membres de l'unité mise en cause qui se sont alarmés, pas « Les Israéliens ». Ces vétérans auraient-ils pris la peine de porter plainte en diffamation au risque d'en faire la publicité et de se retrouver eux-mêmes sur le banc des accusés, s'ils n'étaient pas certains de pouvoir prouver leur bonne foi ? Ensuite ce n'est en réalité pas seulement Deir Yassine que « les Israéliens » reconnaissent, mais bien une dizaine ou une douzaine d'autres massacres. Quelle différence d'en accréditer un de plus s'il était avéré ?

L'ensemble de ces raisons fait que l'on a du mal à comprendre l'obstination de l'historien français à rester sur cette affirmation d'un prétendu « déni » israélien. L'article qu'écrivait Élie Barnavi dans *Marianne*<sup>44</sup> en guise de nécrologie pour Pierre Vidal Naquet est d'autant plus éclairant qu'il témoigne en même temps de la disqualification progressive chez nous du témoignage de certains interlocuteurs juifs ou israéliens, non pour la qualité de leurs travaux ou en raison d'une quelconque analyse des faits mais sur la seule foi de leur opinion supposée dans le conflit : Élie Barnavi, ambassadeur d'Israël, ne peut être crédible, malgré tout ce que Pierre Vidal-Naquet sait par ailleurs de son honnêteté intellectuelle. Cet exposé pourrait être appliqué à bien des intellectuels français qui interviennent de façon récurrente dans la presse, si pleins de leurs certitudes anti-israéliennes qu'ils en abandonnent leurs capacités de jugement du vrai et du faux et leur « intelligence des faits » : « Il a avoué une grande frayeur à la veille de la guerre des Six-Jours. Soulagé par la victoire, et un peu honteux sans doute d'avoir eu ce moment de faiblesse, il s'est rattrapé par la suite par des positions de plus en plus dures. C'est la politique qui a fini par nous séparer. Ou plutôt, car je voulais en gros ce qu'il voulait, sa posture morale de Commandeur a fini par m'impatisser. Toujours en quête d'une cause à défendre, il me semblait qu'il permettait de plus en plus à sa passion d'obscurcir son intelligence des faits. Ainsi, Voltaire d'un Calas minable, il mit tout son immense talent et son prestige à tirer de prison un violeur qu'il prétendait injustement incarcéré, lequel fut aussitôt repris en flagrant délit<sup>45</sup>. Cette pénible histoire est devenue à mes yeux

typique d'un comportement, et je le lui ai dit dans un restaurant vietnamien du Quartier latin, en mélangeant tout, le violeur, Israël et les Arabes, que sais-je encore. Je lui ai dit qu'il ne comprenait rien au Proche-Orient, qu'il signait des pétitions qui n'avaient aucun sens, bref, qu'il se comportait en intellectuel irresponsable. C'est tout juste s'il ne m'a pas traité de fasciste. Puis j'ai été nommé ambassadeur d'Israël, *horresco referens*, et il m'a envoyé une lettre d'injures, à laquelle je n'ai pas répondu. J'ai eu tort. J'ai su par la suite qu'il ne désirait rien tant que m'engueuler de vive voix, c'est-à-dire en toute amitié. »

On voit bien ainsi que si censure il y a en France, ce n'est pas contre les nouveaux historiens. Au contraire, au nom de la remise en cause du « roman national israélien », même des historiens reconnus tombent dans la plus béate acceptation d'un récit historique qui par ses méthodes ne se différencie guère du roman et par ses buts avoués ressemble à s'y méprendre à de la propagande. Ce que l'on pourrait appeler le « roman national de l'Autre ». C'est probablement la première fois que le roman national ou la propagande des vaincus en arrive à ce point à diviser la société des « vainqueurs », mais surtout à devenir histoire officielle dans des pays étrangers au conflit.

### Faire l'histoire du Moyen-Orient sans les Juifs et sans les Israéliens ?

Cet engouement pour la « nouvelle histoire » israélienne s'accompagne de curieux et consensuels raccourcis sur l'histoire de la région, visant à « oublier » les Juifs du récit. Ainsi de nombreuses revues ont consacré des dossiers à l'histoire de la « Terre Sainte ». Le numéro 672, décembre 2002, d'*Historia* par exemple inclut un dossier de 30 pages dont le titre annonce l'orientation : « Depuis 2000 ans la terre de Jésus à feu et à sang ». Ce dossier – qui ne donne la parole à aucun historien du judaïsme, sauf pour se poser la question de l'obédience à laquelle appartenait Jésus – ne recule pas devant l'anachronisme. Il commence alors que « Hérode a pourchassé Jésus » « dans une Palestine soumise par Rome ». Selon la chronologie donnée en marge, en -73 naît Hérode puis, sans transition, en -40, la « Palestine » est envahie. Qui a rédigé cette chronologie ? Un rédacteur de la Revue ou l'auteur de l'article ? En tout cas il semble ignorer que ce n'est qu'à la suite de la deuxième révolte des Hébreux de 132 à 135 après Jésus Christ que la Judée sera rebaptisée Syrie-Palestine par les Romains. Il faut en tout cas lire l'article ainsi introduit de Jacques Noël Pérès (doyen de la faculté de théologie protestante de Paris) pour savoir qu'Hérode était roi... de Judée.

Comment ne pas relier cette chronologie à l'histoire de la Palestine proposée sur son site par l'Institut du Monde Arabe ? Ce récit, selon lequel il ne se passe rien entre -920 (règne de David et de Salomon) et +636 (début de l'ère musul-

mane), « oublie » tout simplement de citer les Hébreux ou les Juifs parmi les peuples qui sont passés dans la région<sup>46</sup>. Logiquement, le même institut du Monde Arabe, qui fonctionne en grande partie avec des fonds du gouvernement français, accueille ses visiteurs avec une grande carte de la région sur laquelle Israël n'existe pas.

L'un des principaux reproches faits aux « vieux » historiens israéliens est de vouloir légitimer la présence israélienne par le passé biblique. Rien d'étonnant alors que les Arabes « oublient » cette présence dans leur récit historique. En témoigne le refus des autorités palestiniennes, sous prétexte de sécurité, de laisser les archéologues israéliens accéder au site du Mont du Temple, tout en détruisant eux-mêmes par leurs travaux toute trace. Les archéologues en sont alors réduits à rechercher dans les décombres de ces travaux où ils trouvent parfois des merveilles<sup>47</sup>. Mais on est plus étonné quand cet oubli s'étend aux historiens français.

Cette occultation de la présence juive ne s'arrête pas à l'histoire ancienne. Comment interpréter autrement le fait qu'un manuel d'histoire français destiné aux élèves de Terminale<sup>48</sup> proposait sur ses dernières pages une galerie de portraits des grandes figures du siècle, sans aucun israélien ? Pas même Ben Gourion, fondateur de l'Etat, ni Rabin, assassiné en 1995 et prix Nobel de la Paix en même temps qu'Arafat. Il n'y aurait peut-être rien eu de choquant à cette absence d'un si petit pays, si ce n'était que parmi ces portraits figuraient la plupart des dirigeants arabes, y compris ce même Yasser Arafat.

Comment expliquer aussi le choix de n'inclure aucun historien israélien dans un récit historique les concernant ? Le numéro 4, juin/juillet 2003, d'une nouvelle revue (éphémère) dont des historiens reconnus comme Marc Ferro, Jean-Pierre Rioux et Frédéric Guelton forment le comité éditorial, le *Magazine du XX<sup>e</sup> siècle*, proposait un dossier intitulé « La création d'Israël, 1948 ». On pourrait concevoir qu'il s'agissait d'éviter les polémiques entre anciens et nouveaux historiens en ne prenant que des auteurs français. Mais quelle surprise alors de constater que le dossier avait été confié à quatre personnes dont les intérêts intellectuels – ainsi que le montrent leurs publications<sup>49</sup> – sont uniformément tournés vers le monde arabe sans qu'aucun des nombreux spécialistes d'Israël n'ait été sollicité.

Le dossier aurait malgré tout été fort intéressant, en particulier l'article de Jacques Fremeaux sur la bataille de Jérusalem, déjà cité plus haut, ou celui de Frédéric Médard sur la naissance de Tsahal, n'était-ce une accumulation d'approximations pudiques, d'euphémismes et d'inexactitudes, quand ce n'est pas de véritables perles, comme cette phrase extraite du portrait de Ben Gourion rédigé par Jean Bastier : « *Il est élu Secrétaire-général, en 1921, du parti Hista-*

drouit (*socialiste-sioniste*) ». Ne pas faire la différence entre un syndicat et un parti politique (même si la Histadrout qui a fondé les bases de l'État israélien était donc et est toujours un peu plus qu'un simple syndicat) ! Erreur typographique ? Désir de raccourcir pour ce portrait qui devait tenir sur une page ? Ou méconnaissance d'un contexte israélien totalement étranger à ce professeur d'histoire du droit ?

De son côté, Nadine Picaudou, dont on retrouve fréquemment le nom dans la *Revue d'Études Palestiniennes* dirigée par Elias Sambar, était chargée de faire, en vis-à-vis de celui de Ben Gourion, le portrait du Grand Mufti de Jérusalem. Elle aussi ne disposait que d'une page, mais peut-on attribuer ses « omissions » au manque de place ? Selon elle : « La deuxième guerre mondiale le trouve [le Grand Mufti] d'abord à Bagdad où il cherche à organiser un mouvement pan-arabe contre l'impérialisme britannique au Moyen-Orient, pour lequel il tente en vain d'obtenir le soutien de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. Réfugié en Europe à compter de l'automne 1941, il est brièvement emprisonné en France en 1945 (...) ».

Qu'elle omette sa participation en avril 1941 à la rébellion des militaires irakiens appuyés par les forces de l'Axe qui ont alors pris Bagdad (récupérée le 29 mai par les anglais), soit. Mais qu'elle ne juge pas utile de signaler que ce n'est pas n'importe où en Europe qu'il se réfugie, mais bel et bien à Berlin – où il rencontre Hitler et est salué comme « un grand champion de la libération arabe et l'adversaire le plus distingué de l'Angleterre et des Juifs » – ne peut pas être fortuit. Si l'on excepte ceux qui sont avertis, les lecteurs de cette sérieuse revue ne sauront pas qu'il a alors été chargé de diffuser la propagande de l'Axe auprès des Arabes et des musulmans et de recruter pour la légion arabe qui devait combattre aux côtés des forces de l'Axe. Légion qui a été impliquée dans de nombreux massacres. Ils ne sauront pas que c'est pour ces activités là qu'il a été emprisonné et qu'il a été jugé pour complicité à Nuremberg. Pour construire leur propre mythologie les Palestiniens préfèrent oublier les épisodes gênants de leur histoire. C'est humain et inévitable. Lorsque d'éminents historiens français commentent les mêmes oublis ou se fient uniquement, pour faire le récit de l'histoire de la région, à des spécialistes du monde arabe, cela pose question.

### **Raccourcis « pédagogiques »**

C'est quand ils font intrusion dans les ouvrages à volonté pédagogiques, que sont le plus visibles et le plus inquiétants les dégâts de l'histoire réécrite. Ainsi le livre d'histoire Nathan destiné aux élèves de Terminale, cité plus haut, ne traite nulle part de l'Empire ottoman, du mandat britannique ou du sionisme. Il ne comporte aucune analyse ni de la situation de la Palestine antérieure à 1948 ou à 1914,

ni de la « question juive ». Mais il propose cette affirmation sans ambages en page 232 : « la Palestine est l'objet d'une colonisation par le mouvement sioniste depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ». Que comprennent alors de jeunes français élevés dans le débat autour des « bienfaits de la colonisation » ? Peut-on compter sur des enseignants pas toujours formés et parfois eux-mêmes influencés par leur idéologie pour relativiser et décrypter le sens de ce mot dans le contexte particulier ?

Le même manuel poursuit : « en 1956, Israël attaque l'Égypte par surprise », ceci dans un chapitre dont le titre lui même indique bien l'orientation : « la question Palestinienne ». Formule lapidaire qui n'est pas contextualisée, dans le chapitre consacré aux « crises » (page 194), par un aperçu sur la crise de Suez. De quoi rester ébahi quand on connaît un peu le déroulement de cette crise. La nationalisation du Canal de Suez par Nasser ? La fermeture du détroit de Tiran et le blocus naval et aérien d'Israël par l'Égypte durant plusieurs mois ?<sup>50</sup> L'implication de la France et de l'Angleterre qui sont intervenus le 5 novembre et ne se sont retirés que sur l'exigence américaine ? Les palabres internationaux qui ont duré trois mois du 26 juillet, date de la nationalisation au 29 octobre ? Tout cela, pour les milliers d'élèves qui auront appris l'histoire par ce manuel, n'aura pas existé. Pour eux, les Israéliens ont attaqué en 1956 sans raison, seuls et « par surprise ». Pour le manuel Bréal, cité dans le dossier de *l'Arche* « comment on parle d'Israël dans les manuels scolaires français »<sup>51</sup>, c'est en 1967 qu'Israël attaque par surprise. Là encore, pas trace de l'ordre donné par Nasser aux Nations Unies pour qu'ils retirent leurs troupes de la frontière, ni de son blocus des voies navigables israéliennes, de ses troupes massées à la frontières, du ballet diplomatique et des demandes israéliennes pour une intervention de l'ONU et des Américains...

Plus préoccupant encore quand la presse est envisagée comme matériel pédagogique et singulièrement le matériel mis à disposition de l'éducation nationale par le *Monde Diplomatique*. En 1998 le CDROM des archives du *Monde Diplomatique* a, seul en son genre, reçu le label « Reconnu d'intérêt pédagogique » (RIP) du Ministère de l'éducation nationale, section Histoire et Géographie, au côté d'Encyclopédies ou d'Atlas. Cette somme – qui, si elle était confrontée à d'autres identiques, pourrait être intéressante en tant qu'outil pour apprendre à lire la presse avec recul et avec un œil critique – se voit, par ce label, conférer le statut de référence unique et objective dans la constitution de dossiers destinés à des exposés ou à des travaux personnels encadrés et est, à ce titre, dans de nombreuses bibliothèques scolaires ou universitaires. Le règlement du label RIP stipule entre autres comme critère la nécessité d'« exprimer des contenus respectant la plus grande rigueur scientifique ». Peut-on attribuer aussi aisément

un tel label à un journal membre fondateur à trois titres différents d'un mouvement politique (l'association ATTAC)<sup>52</sup> ?

La présentation du conflit israélo-palestinien dans le journal confirme ces inquiétudes<sup>53</sup>. Le site en ligne du journal propose par exemple une cartographie censée l'éclairer. Prenons d'abord la carte qui représente le partage de la Palestine<sup>54</sup>. Celle-ci est source d'une double confusion. Mélangeant 1947 et 1949 elle est en trois couleurs : en vert pâle, désignée comme « État juif », la partie attribuée aux Juifs par le plan de partage. En jaune, intitulé « État arabe », ce qui est aujourd'hui la Cisjordanie et Gaza, et en vert foncé les « zones conquises par Israël ». La partie autour de Jérusalem étant hachurée jaune et vert. Cette carte laisse donc planer le doute sur le statut de la partie colorée en jaune. En effet, il y a bien eu un État arabe prévu par le partage, mais sur l'ensemble coloré en vert foncé et en jaune. La partie colorée en jaune n'a jamais été à aucun moment un État indépendant. Un lecteur peu informé n'est-il pas amené à croire qu'après 1949 il y a eu à cet endroit un État indépendant annexé en 1967 par Israël ? A titre de comparaison, Georges Duby<sup>55</sup> préfère utiliser deux cartes, une montrant le partage de 1947, l'autre la situation en 1949. Sur la deuxième, la Cisjordanie et Gaza sont de la même couleur que l'Égypte et la Jordanie, l'un géant Gaza, l'autre ayant annexé la Cisjordanie.

Preuve du choix politique de la confusion, sur la même carte apparaissent des points blancs que la légende définit sans autre précision comme « principaux massacres ». Rien ne fait la différence entre Deir Yassine ou Eliabun par exemple et Mont Scopus ou Goush Etzion. Or il s'agit d'un côté de massacres bien connus de populations arabes par les Juifs, de l'autre de massacres souvent oubliés de civils juifs perpétrés par des Palestiniens. Mais dans le climat actuel où l'on ne parle que des massacres de Palestiniens par les Israéliens, un étudiant (et même un enseignant) peu informé ne supposera-t-il pas qu'il s'agit dans tous les cas de massacres de populations arabes par les Juifs ? Cela d'autant plus que dans la chronologie proposée dans le même dossier historique, seul Deir Yassine est mentionné. La version papier du même Atlas<sup>56</sup> remplace les petits ronds blancs par de sibyllines petites croix sans aucun nom permettant de les identifier.

Si dans ce cas, *Le Monde Diplomatique* choisit de présenter sur une seule carte ce que Georges Duby a, pour la clarté, divisé en deux, le choix du *Monde Diplomatique* pour présenter la guerre de 1948-1949 est inverse. Là où Georges Duby propose page 214 une carte exposant par des couleurs différentes l'évolution de la situation du 15 mai 1948 au 20 juin 1949, le journal en propose deux, l'une représentant la situation au 1<sup>er</sup> juin 1948, la seconde ne faisant état que d'attaques israéliennes et représentant leurs avancées à partir du mois de juillet.

Cette présentation qui fait débiter le conflit en juin 1948, minimise l'attaque arabe et laisse l'impression d'une pénétration beaucoup moins importante de leurs troupes dans le territoire dévolu à Israël que l'autre le prenant dès mai 1948. D'autant que des zones que Duby désigne comme dégagées entre le 12 juin et le 19 juillet 1948 apparaissent dans la cartographie du *Monde Diplomatique* comme déjà aux mains d'Israël au 1<sup>er</sup> juin. L'étouffement et la crainte qu'ont pu ressentir à ce moment les Israéliens pris ainsi en étau peut alors paraître comme plus négligeable que ne le laisse voir la carte de Georges Duby, et conforte les positions d'Ilan Pappé. Comment le *Monde Diplomatique*, journal d'opinion, est-il devenu la référence unique proposée aux élèves pour illustrer leurs exposés ?

### Des livres d'histoire à « l'œuvre d'art »

Le cinéma, surtout quand il est documentaire, est aussi un instrument pédagogique, et un moyen commode de faire passer des idées. Pour démentir encore la légende du peu d'audience des nouveaux historiens ou du fait qu'ils seraient maltraités, en mars 2004, un aréopage d'experts (en fait trois réalisateurs) attribue le Grand prix du 2<sup>e</sup> Festival international du film des droits de l'Homme<sup>57</sup> à « *Route181* ». Ce film, sorte de mise en image de l'histoire vue par les nouveaux historiens israéliens, pose en principe premier le « crime originel d'Israël » que représente sa création. A partir de là, selon le commentaire d'une universitaire, publié dans le journal *Libération*, il « « nazifie » une population entière, accumule des désinformations faciles à démontrer, des vérités historiques très contestées, sans compter un plagiat avéré et sans doute passible d'un procès »<sup>58</sup>. On peut entre autres y entendre que les Juifs ont quitté les pays arabes par un « phénomène de mode » et qu'ils ont conçu le projet de coloniser la Palestine et d'en chasser les Palestiniens dès 1850.

Dans la pratique, c'est le seul conflit (peut-être à cause de sa durée – mais d'autres conflits durent depuis aussi longtemps) qui suscite, alors même qu'il se déroule et que les passions sont au plus haut, des films à visée internationale (et pas internes aux belligérants) de nature idéologico-historico-politico-romanesque présentés comme documents historiques et qui sont donc propres à chauffer davantage ces passions. Si d'autres conflits ont été l'occasion de produire de la littérature ou des films de propagande, il s'est toujours agi de propagande « interne » destinée à galvaniser les foules contre l'ennemi. Quant aux grandes fresques historiques, elles ont toujours été faites après un délai nécessaire au recul. Pour comprendre ce que ces faits ont de choquant, et comment l'histoire devient propagande à travers le cinéma, il faut revenir sur certains de ces films.

## Route 181

*Route 181* – sous-titré « fragments d'un voyage en Palestine-Israël » – est un film de Michel Khleifi et Eyal Sivan. Il est diffusé le 24 novembre 2003 par la chaîne publique franco-allemande *Arte* qui en est aussi co-producteur. Sur le site Internet de la chaîne, le « documentaire » est ainsi présenté : « En 1947, les Nations unies adoptent la résolution 181, qui prévoit la partition de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe. Au cours de l'été 2002, les cinéastes palestinien Michel Khleifi et israélien Eyal Sivan décident de parcourir ensemble cette frontière théorique et de faire un film. Leur objectif : prêter l'oreille aux mots de l'autre, partager la mémoire, dire le désir de vivre et de construire ensemble. « Michel Khleifi et Eyal Sivan sont partis à l'improviste. Ils n'ont pas organisé de rendez-vous. Ils n'ont pas contacté de personnalités. Ils n'ont pas sollicité d'interlocuteurs officiels. Munis seulement d'autorisations de tourner, ils se sont arrêtés et ont filmé au hasard des rencontres des Israéliens et des Palestiniens anonymes qui évoquent leur vie, leur expérience, leur situation, leurs souvenirs et leur compréhension de ce qui se passe aujourd'hui autour d'eux. Ils parlent aussi de demain, de ce que pourraient devenir leur vie et leur pays. Des cent heures de rushes rapportées de ces deux mois de voyage, les réalisateurs ont tiré un formidable document, sorte de carnet de route construit en trois parties : le Sud (de la ville portuaire d'Ashdod jusqu'aux frontières de la bande de Gaza), le centre (de la ville judéo-arabe de Lod à Jérusalem) et le Nord (de Rosh'A'ayn jusqu'à la frontière avec le Liban) »

En fait, bien loin de « prêter l'oreille aux mots de l'autre », les cinéastes les suscitent parfois avec violence pour les recomposer comme un puzzle afin de les faire entrer dans un discours politique prédéfini. A aucun moment non plus, les personnes interrogées ne sont sollicitées sur « leur désir de vivre ensemble », bien au contraire. Quant à « partager la mémoire », il suffit de lire l'interview d'Eyal Sivan dans *Télérama* cette semaine là<sup>59</sup> pour se rendre compte que son souci est au contraire de « recouvrir totalement la mémoire juive » par la mémoire palestinienne et de faire « le procès de Nuremberg » d'Israël dont le crime réside dans sa création même. Ils veulent que « des Israéliens avouent » et « ils leur arrachent le plus souvent des propos incendiaires, font jaillir la rancœur au fil d'une ligne virtuelle ».

Pour les interlocuteurs, on nous affirme qu'ils sont rencontrés « au petit bonheur la chance », rien n'est moins sûr : peut-on penser que c'est par hasard qu'ils vont dans le musée de l'eau ou qu'ils interrogent telle personnalité palestinienne dans son bureau de Jérusalem ? En tout état de cause, les interviews sont, du dire même d'Eyal Sivan, soigneusement mises en scène.

Comme les cartes du *Monde Diplomatique*, la méthodologie pour amener les spec-

tateurs à penser comme les auteurs est celle de la confusion et de l'amalgame. A commencer par une acontextualisation totale du propos avec un écrasement de la temporalité. Le conflit de 1947 rejoint le conflit actuel avec les Israéliens pour uniques « agissants ». Une référence permanente à un « avant » qui n'est jamais bien défini mais qui serait idyllique et un après terrible. De « avant l'arrivée des Juifs » avec une vision écologique des Palestiniens qui « vivaient de la cueillette des olives » à l'avant des migrants juifs qui étaient si bien dans les pays où ils vivaient et même à l'avant des Juifs en Palestine. A cela s'ajoute un télescopage géographique : une vieille femme, arabe israélienne vivant à l'intérieur du territoire israélien dans une maison manifestement insalubre pleure parce qu'elle est menacée d'expulsion à cause de la construction d'une route et d'un lotissement (« *Avant l'État n'était pas contre moi (...) aujourd'hui ils détestent même les arabes d'Israël* »). Une autre vieille, un peu plus loin dans le film pleure sur les ruines de la maison d'un kamikaze et fait une véritable apologie des attentats suicides. Et surtout une volonté de confusion entre la situation des Palestiniens et la Shoah.

La réalité vue côté israélien est pratiquement absente : sur 100 heures de rushes, ils n'ont pas trouvé une seule victime d'attentat pour raconter son expérience, aucun témoin capable de leur raconter la guerre civile, l'invasion des pays arabes, les pogroms de 1936-39 ou la guerre de 1947-48 vu côté israélien ou de leur parler des morts juifs de ces différents événements. Sur la migration des Juifs et ses causes, à part le fils d'une migrante qui a vécu la Shoah (mais pas les camps, juste le fait de devoir se cacher), ils n'ont rencontré aucun témoin des discriminations et des violences subies par les Juifs dans leur pays d'origine qui les a contraint à migrer. On découvrira par contre dans la dernière demi heure du film de la bouche d'une migrante du Maroc que c'est par simple phénomène de mode que les Juifs marocains ont quitté ce pays. On apprendra dans la foulée que les Juifs sont responsables de la Shoah parce qu'ils étaient « incorrects » et ne se sont pas tenus à leur place. C'est un juif du Yémen qui le dit « Les Juifs d'Allemagne – nos juifs ne s'occupaient pas de politique, seulement de commerce. Comme ils étaient corrects, on les aimait. C'est parce qu'ils étaient intelligents. Si on leur a fait ça en Allemagne... ».

Lors des interviews le cinéaste ne se contente pas d'écouter, mais il juge ses interlocuteurs ou cherche à leur faire dire eux-mêmes ce qu'il a sur le bout de la langue. Ainsi l'entretien avec ce soldat (ou officier ?) à un barrage amené sur le thème de la « banalité du mal » : par son intermédiaire, le cinéaste a tout simplement dit aux téléspectateurs : ce jeune soldat de 20 ans est complice d'une forme de nazisme. On peut aussi prendre l'interview de ce jeune arpenteur arabe israélien, très style « israélien » à qui le cinéaste montre la carte : « *Ici, c'était*

*Nabi Younes, les villages autour ont été détruits, que s'est-il passé chez vous ?* ». Et comme il ne réagit pas assez à son goût, il insiste : « *Et le massacre d'Eilaboun ?* ». Pire dans la troisième partie du film, quand le jeu consiste à troubler des enfants d'une dizaine d'années.

Quoi de plus facile alors que de faire passer quelques idées fortes ? Ici, on en retiendra quelques unes :

1) Le Palestinien est une victime, il n'est à aucun moment acteur de l'histoire. Les Arabes ont toujours bien accueilli les Juifs, que ce soit ici ou dans les autres pays. « On » les massacre depuis 1948. Les kamikazes sont des résistants. Les Palestiniens sont là depuis des millénaires. Les Israéliens sont eux tous des colons venus de l'étranger et partout où s'est installé un Juif il y avait auparavant un village arabe (à chaque intervenant israélien est demandé où il est né et sur chaque lieu visité est rappelé le nom du village arabe existant auparavant).

2) Le sionisme est criminel par essence et Herzl est le premier de ces criminels. Ils sont des tortionnaires et des affameurs d'enfants. Ils ont même tué l'agriculture. Ce sont les Israéliens qui ne veulent pas la paix. Ils ont conçu le projet de coloniser la Palestine et d'en chasser les Palestiniens dès 1850. Sous prétexte de sécurité ils volent la terre des Palestiniens. Il n'y a pas de différence entre Sharon et les travaillistes. Ainsi est rapportée – par un Juif – cette phrase attribuée à Rabin : « *Rabin a dit qu'un jour à son réveil il aimerait voir Gaza englouti* »<sup>60</sup>. Israël s'est construit grâce à l'argent de la diaspora (récits sur le KKL) et le lobby juif manipule les américains<sup>61</sup>.

3) Les Juifs sont grossiers et vulgaires (l'une des premières images montre la personne interrogée en train de se curer le nez). Ils sont immoraux<sup>62</sup>. Ils sont tous racistes. Ils n'aiment que l'argent<sup>63</sup>.

Tel est le film qui est primé à un festival « des droits de l'Homme » et dont on nous dit qu'il reflète la « Vérité ».

### La Porte du Soleil

Le film « *La Porte du Soleil* » de l'Égyptien Nasrallah n'a pas la prétention d'être un documentaire. C'est l'adaptation cinématographique d'un roman signé du palestinien Elias Khoury. Réalisé en deux parties, il aura une double diffusion sur la chaîne *Arte*, une première fois en français et en première partie de soirée les 7 et 8 octobre 2004, une deuxième fois en arabe, à 0 h 45 en guise de film de ramadan<sup>64</sup>. Il n'empêche que la présentation proposée par la chaîne fait à plusieurs reprises allusion à « l'histoire » et même « aux pages connues de l'histoire » ou au « factuel » : « La fiction se mêle aux épisodes historiques, quand chaque récit est immanquablement marqué par la souffrance, l'espoir et l'amour. Collaborateur de longue date de Youssef Chahine, l'Égyptien Yousry Nasrallah

adapte le roman du libanais Elias Khoury, un ouvrage consacré à l'histoire de la Palestine depuis ses luttes territoriales avec Israël, pour faire triompher la portée transfrontalière du conteur sur la péremption du nationaliste. Le récit convoque l'imaginaire et le factuel, mais veille toujours à rester à hauteur d'Homme et à donner à sentir autant qu'à réfléchir. (...) Il cherche plutôt à mettre en valeur une sorte d'ampleur intimiste, revendiquée par un scénario qui s'attache aux personnages autant qu'aux pages connues de l'Histoire. Il veut aussi donner la primauté aux sentiments amoureux pour mieux renvoyer, par un réflexe d'opposition, chaque camp et chaque religion à une sorte d'égalité dans l'erreur et la violence. (...) L'équilibre secoué entre la furie et l'intimisme, entre le documentaire restituant l'Histoire et la fiction se nourrissant du genre mélodramatique par le biais d'une esthétique qui veut rappeler les tournages en studio, donne au film, malgré son beau rythme continu, toute la dimension violentée qu'il veut mettre en lumière. »

Il va donc de soi, qu'à travers le roman, nous aurons une vision exacte de l'histoire. Le film qui, comme *Route 181* est non seulement diffusé mais produit par la chaîne a en outre reçu la somme maximum que pouvait accorder le « Fonds Sud Cinéma » qui dépend du ministère des affaires étrangères et du ministère de la culture français. Ainsi que des subventions égyptiennes. On comprend qu'il ait été lancé à fort renfort de publicité. *Le Monde* lui consacre ainsi plusieurs articles entre le 3 et le 6 octobre. Dans un article titré « Tenir tête au grand sujet, l'Histoire », Catherine Humblot parle le 3 d'une « Vaste fresque qui fait revivre l'exode d'un peuple, en rompant avec la vision héroïque dominante. *La Porte du Soleil* n'a pas pour seul intérêt de montrer, pour la première fois, comment les Palestiniens ont été concrètement expulsés de leurs villages en 1948 (chapitre d'autant plus frappant qu'il existe peu d'images), puis pourchassés jusqu'au Liban. »

Tandis que le 6, Thomas Sotinel renchérit : « Il faut sans doute prendre un peu de distance avec le monde extérieur pour dire cette histoire sans que la violence de l'Histoire ne la torde tout à fait (...). Très tôt dans le film, Yousry Nasrallah installe cette dialectique qui oppose la forme superficielle de *La Porte du soleil* – naïve, généreuse, sentimentale – à la complexité cruelle de l'histoire. » Ton identique dans les *Cahiers du Cinéma* (n° 594) sous la plume de Mia Hansen-Love : « Mais l'intérêt d'une telle adaptation ne relève pas seulement de la pertinence historique : le style du roman constituait un terrain propice au cinéma. Son écriture directe, non métaphorique, n'est lyrique que par sa nudité (...). Fidèle à l'esprit du roman de Khoury, Nasrallah s'est abstenu de chercher les équivalents visuels de métaphores puisqu'elles n'étaient pas dans le livre : les personnages n'incarnent pas la Palestine mais leur destin propre (...). Les lieux,

mêmes les plus oniriques, ne sont pas non plus des allégories. Cette gratuité, cette apparente restriction du sens, loin de diminuer la poésie des images, la sauve et *La Porte du soleil*, conte non symbolique, est ce récit de faits réels qui a la magie des histoires imaginaires (...). Interrogeant avec ces personnages leur véracité, Nasrallah a trouvé la mesure entre l'effort de clarté que réclame l'adaptation, l'exigence de se confronter à la grande Histoire qui nourrit de mille ruisseaux ces récits, et la fidélité à des histoires « *confuses, ambiguës et mystérieuses* »

Dans *Libération* (qui patronne le film) du 6 octobre c'est Philippe Azoury et Didier Péron qui feront ce commentaire : « Le film est engendré par l'effervescence, tour à tour clairvoyante et trompeuse, de la mémoire. (...) Si le film fait un sort à l'idée d'une population palestinienne ayant quitté le pays en douceur (version longtemps soutenue par une certaine historiographie israélienne), il se coltine, et plutôt deux fois qu'une, les attermoissements d'un militantisme palestinien qui apparaît incroyablement nébuleux et clanique (...). Le public occidental, pour qui le conflit israélo-palestinien n'est plus qu'une litanie quotidienne d'opérations commandos et de vengeances cycliques, recevra le film comme un contre-champ humanisé de la situation". (...) »

On retrouve dans ces articles à la fois le message victimiste des nouveaux historiens sur une histoire « vraie » qui aurait été cachée par la « vision héroïque dominante » et l'idée que ce film pourrait être regardé comme l'équivalent d'un documentaire « montrant » un événement jamais vu avant. « Nasrallah s'est abstenu de chercher les équivalents visuels de métaphores » nous dit Mia Hansen-Love, pourtant quiconque a vu le film peut voir qu'il use et abuse de métaphores et de symboles. Et pour cela, il a bien appris la leçon d'Eyal Sivan. Ces symboles, il ne les a pas empruntés n'importe où, mais bel et bien, et jusqu'à l'écœurement, dans le champ du nazisme.

Disons le en aparté, malgré le lancement à grand renfort de publicité et de compliments dithyrambiques sur la mise en scène, j'ai pour ma part trouvé ce film ennuyeux, difficile à suivre du fait du passage de récit verbeux aux scènes souvent outrées par leur absence de continuité, avec des personnages à la limite de la caricature et un doublage qui semble parfois faire à nonner même les rôles principaux et buter sur les mots les rôles secondaires.

Concernant l'aspect historique du film, on pourrait dire qu'il est – ce qui n'est pas en soi critiquable si on en est conscient – à l'histoire de la guerre israélo-palestinienne ce qu'est *Les trois mousquetaires* à l'histoire de France : un roman. Avec en plus la haine liée à un conflit en cours. Ou pour employer une autre image puisque l'auteur dit avoir utilisé les récits des « survivants », il ressemble à ces souvenirs mille fois ressassés et racontés, où le vrai se mélange avec l'imaginaire

recréé à chaque nouvelle relation, sans que le conteur sache toujours ce qui est de l'ordre du souvenir et ce qui est de l'ordre de « ce qui aurait pu arriver », sans compter le non dit qui laisse l'auditeur libre de sa propre interprétation. Ainsi, les historiens, qui savent que cette guerre était sporadique depuis des années et faisait rage depuis le mois de novembre 1947 avec des attaques et représailles des deux côtés auront eu la surprise de découvrir que le 15 mai 1948, les divisions juive du Palmach, genre de robots surarmés, ont envahi les paisibles villages ou des paysans à l'innocence biblique s'adonnaient à une existence bucolique. Le 15 mai 1948, c'est à dire le jour de la création de l'État, mais aussi celui des bombardements à l'aube par l'aviation égyptienne sur les villes israéliennes, le jour de son invasion par les armées de cinq pays arabes, toutes choses dont le metteur en scène semble n'avoir pas entendu parler : pour lui, aucun avion ne traverse le ciel serein ce jour là.

Des attaques de kibboutz et de convois juifs par les milices arabes, il n'en est pas question. Avant le 15 mai, les « résistants » ne s'en prennent, paraît-il, qu'aux Anglais et aux traîtres qui vendent des terres aux Juifs. Et que dire de ce « bon terroriste » qui recule quand il doit poser une bombe dans une école ? Il ferait rire quiconque a en mémoire l'attaque de l'école de Maalot en 1974 ou plus récemment l'attentat du Delphinarium.

La barbarie des « Juifs » est à chaque instant soulignée avec la volonté évidente d'effectuer un parallèle avec celle des nazis. Pour ceux qui auraient du mal à comprendre, le film multiplie les allusions : le kibboutz, entouré de barbelés et de miradors, est une sorte de camp de concentration où les femmes palestiniennes sont contraintes de travailler sous la menace de soldats israéliens en armes. Younès, le héros palestinien, porte un numéro tatoué sur le bras, « 15 mai 1948 », qu'il s'est gravé lui-même le jour de son expulsion. Après l'assaut du village les soldats juifs s'emparent des vêtements des civils palestiniens, les trient de manière systématique et les entassent en monticules soigneusement numérotés avant de les envoyer en Israël. « Les juifs ont le sens de l'ordre et de l'organisation ! », s'exclame une femme palestinienne. Pourtant, aucune des critiques que nous citons ne l'a relevé.

Bien d'autres invraisemblances, anachronismes et entorses à l'histoire dans ce film. Finalement, peu importerait et cela pourrait être mis sur le compte de la licence du romancier si ce film ne nous était pas « vendu » comme LA Vérité sur l'exode des Palestiniens. Cela en dépit de la note d'intention du réalisateur fournie par le site du ministère des affaires étrangères français qui l'a soutenu financièrement : « Un Égyptien qui fait un film sur les Palestiniens. Forcément ça doit manquer de réalisme. Et tant mieux, je me suis dit en entamant l'écriture avec Elias Houry et Mohamed Soueid : On va faire une fiction. Pour-

quoi s'en empêcher dès qu'il s'agit des Palestiniens ? Au fait, la fiction, c'est pas très bien vu quand ça vient de chez nous. Depuis Les Mille et une Nuits, on a du mal à raconter des histoires, l'Histoire est trop pesante. On, c'est les Arabes. Les Juifs aussi depuis la création d'Israël. Du coup, on doit répondre à une attente qui veut qu'on soit ambassadeurs, politiciens, juges... Tout sauf conteurs. C'est une forme de répression... de peur de la vie... se priver de raconter des histoires pour ne devenir que chroniqueur... Car rien ne trouble et ne déroute autant que la fiction. Heureusement. C'est ce que nous avons essayé de faire, Elias, Mohamed et moi en écrivant le scénario, et c'est ce que j'ai essayé de respecter en tournant le film. »<sup>65</sup>

Pourquoi, alors même que les auteurs affirment ne pas avoir vocation d'historiens et même revendiquent le droit à la fiction, tient-on à nous présenter ce film comme nous éclairant sur la « Vérité » ? Comment ne pas entendre ce que disait Alain Finkielkraut dans sa chronique hebdomadaire sur RCJ, « Parce qu'il a été diffusé sur Arte, patronné par *Libération* et célébré par *Le Monde* dans toutes sortes d'articles, nous devons prendre ce film très au sérieux. Avec *La Porte du soleil*, l'agression contre la vérité vient de recevoir l'agrément de l'opinion dominante. Qu'est-ce à dire, sinon que l'espace public, en France, est en train de tomber en morceaux ? Le monde commun se défait et la liberté d'opinion devient une farce sinistre. Hannah Arendt nous le rappelle, il n'y a de pluralisme possible qu'à partir d'une même réalité. Si la distinction du vrai et du faux est brouillée, alors c'est, au sens littéral, la fin du monde. »<sup>66</sup>

C'est bien en effet sur notre société que nous interroge cette portée aux nues sans le moindre recul par des intellectuels, y compris historiens, du récit des nouveaux historiens israéliens ou palestiniens, devenu la nouvelle Vérité, y compris quand il ne se qualifie pas ainsi lui-même. Cela en contradictions avec les règles même que s'imposent les historiens quand ils travaillent sur d'autres sujets.

La moindre des interrogations n'étant pas sur le financement public de nombre d'œuvres qu'en d'autres temps on aurait qualifié de propagande.

## notes

---

1. Marie Blettery, *Les travaux des « nouveaux historiens israéliens » entre recherche historique et quête identitaire*, Mém. : Sci. Polit. : Rennes, IEP : 2003. Séminaire : "Le fait national" dir. par D. Maliesky, accessible sur Internet : <http://www.rennes.iep.fr/IMG/pdf/Blettery.pdf>

2. Il suffit de lire *France-Soir* du 15 mai 1948, récemment réédité, ainsi que toute la presse des années 1950-1960, pour s'en convaincre.

3. Voir par exemple *Jeremiah Johnson* de Sydney Pollack, *Little Big man* d'Arthur Penn, ou *Un homme nommé cheval* d'Elliot Silverstein et plus tardivement « *Danse avec les Loups* » de Kevin Costner.

4. Résumé du livre de Claude Ribbe *Le Crime de Napoléon*, ed. Privé, 2005, proposé sur plusieurs sites Internet comme celui de la FNAC : <http://www4.fnac.com/Shelf/article.aspx?PRID=1743726>
5. Voir par exemple Jérôme Gautheret, « Quand Napoléon annonce Hitler », *Le Monde*, daté du 1<sup>er</sup> décembre 2005 : « Autant le dire tout de suite : *Le Crime de Napoléon* n'est pas un livre d'histoire. En effet, il serait dangereux de prendre cet ouvrage pour autre chose qu'une charge polémique dirigée contre les « historiographes officiels », accusés de minimiser le passé esclavagiste de la France. Si la demande de relecture critique du fait colonial est légitime, on peut douter que ce pamphlet y contribue vraiment. »
6. Lire par exemple Philippe Carrard, *Poétique de la Nouvelle Histoire - Le discours historique français de Braudel à Chartier*, Lausanne, Payot, coll. "Sciences humaines", 1998 (1<sup>ère</sup> éd. en anglais : 1992), 256p.
7. Ricoeur (P.), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000.
8. *Histoire et historiens en France depuis 1945*, Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia, Adpf/Ministère des affaires étrangères, 2003, 319 p.
9. On verra sur ce point les écarts entre Benny Morris et Ilan Pappé.
10. Voir Tuvia Friling (dir.) *Critique du post-sionisme – Réponse aux « nouveaux historiens israéliens »*, Paris, éditions In-Press, 2004.
11. Intervention au Collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, 27 novembre 2005
12. En France, le délai légal pour ce genre de documents est de 50 ans, mais certains documents classés « secret défense » peuvent ne jamais être ouverts.
13. Voir par exemple Dominique Vidal, Joseph Algazy : *Le péché originel d'Israël, l'expulsion des Palestiniens revisitée par les « nouveaux historiens » israéliens*, Ed. de l'Atelier, Paris, 2002, 222 p. ; Alain Gresh : *Israël Palestine – vérités sur un conflit*, Paris, Hachette Pluriel, 2003 ; Sylvain Cypel : *Les emmurés*, Paris, La Découverte, 2005.
14. C'est justement cette année 2003 qu'est publié en français le fameux livre de Benny Morris. Tom Segev est, lui, traduit dès 1993, Ilan Pappé en 2000, Avi Schlaïm en 2002, tous avant la parution du livre de Dominique Vidal.
15. Une interrogation sur le site de la FNAC sur le mot « Palestine » donne aujourd'hui 913 publications, dont plusieurs titres de nouveaux historiens ou d'auteurs français assimilés et plusieurs d'auteurs palestiniens. Une recherche sur le mot Israël ne donne que 36 titres, dont beaucoup d'auteurs de la mouvance des nouveaux historiens. 12 titres seulement sous le mot « israélien », 26 sous le mot « palestinien ». Mais on n'obtient que 28 réponses à l'interrogation Allemagne, histoire et politique.
16. *Fabricating Israeli History : The « New Historians »* (Cass, 1997 ; seconde édition 1999) ; *The Arab-Israeli Conflict. The Palestine 1948 War* (Oxford, Osprey, 2002) et divers articles dans *Middle East Quarterly*. Il faut attendre 2005 pour qu'un de ses textes « Anatomie d'une illusion », soit traduit en français dans *La guerre d'Oslo*, écrit en commun avec Joël Fishman.
17. *The Road Not Taken : Early Arab-Israeli Negotiations* (New York : Oxford University Press, 1991).

18. « Transjordan, Israel and the 1948 War : Myth, Historiography, and Reality », *Middle Eastern Studies*, vol. 28, No. 4 Oct. 1992, pp. 623-89 ; *The Decline of the Arab-Israeli Conflict : Middle East Politics and the Quest for Regional Order*. Editorial Paperback, January 1998
19. *L'imaginaire d'Israël*, Paris, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, octobre 2005. Le 29 novembre 1999, elle publie dans *The New Republic* « The Failure of Israel's "New Historians" to explain war and peace. The Past is Not a Foreign Country ».
20. Sans que son nom ne soit cité, le titre de l'ouvrage négationniste de Roger Garaudy (*Les Mythes fondateurs de la Politique Israélienne*, La Vieille Taupe, 1995) est paraphrasé.
21. *Le Monde* du 10 octobre 2004.
22. L'angoisse d'une nouvelle Shoah et sa célébration sont ainsi qualifiées « d'hypermnésie », argument auquel les négationnistes ne sont pas restés sourds.
23. Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue arabe, cité par Benny Morris in *Victimes*, Paris, ed. Complexes/IHTP-CNRS, 2003, p. 243. D'autres sources citent cette phrase du même Azzam Pacha publiée le 16 mars 1948 dans le *New York Times* et dans *Al Ahram* : « Ce sera une guerre d'extermination et un massacre mémorable dont on se souviendra comme des massacres mongols et des Croisades ».
24. Il suffit pourtant de regarder la carte proposée par Georges Duby dans son Atlas historique pour se rendre compte qu'après les premières attaques arabes (dès le 15 mai 1948), il ne restait plus guère aux mains des israéliens qu'une mince bande de terre lors de la première trêve du 11 juin qui leur a permis de lever des fonds à l'étranger, de s'organiser et de se réarmer avec l'aide de la Tchécoslovaquie. Il suffit aussi de lire la presse de l'époque pour savoir que personne ne donnait alors cher de l'Etat d'Israël.
25. Ce qui est contredit par Robert Satloff qui a travaillé sur des archives jordaniennes : *Middle Eastern Studies*, Vol. 31, N° 4 Oct. 1995, p. 954. Selon Anita Shapira, Avi Shlaim affirme que puisqu'il se centre sur la politique israélienne et son rôle dans les relations avec les Arabes il n'a aucun besoin des documents arabes. Morris prétend pouvoir extrapoler les positions arabes à partir des documents israéliens. L'un comme l'autre n'utilisent que peu les sources originales en arabe, leurs références étant plutôt des traductions en anglais.
26. « Les gens savent exactement ce qu'ils ont fait, et ce que d'autres ont fait. Ils parviennent néanmoins à effacer cela totalement de leur mémoire, en même temps qu'ils combattent avec rigueur toute personne tentant de présenter, en Israël ou ailleurs, l'autre histoire, désagréable, de 1948 » Ilan Pappé, « La Naqba de 1948 et son actualité, Revue politique virtuelle n° 10, 2003, <http://www.alencontre.org/archives/10/10-02.html>. Il ne remet par contre jamais en cause ce qu'il appelle « la mémoire collective palestinienne et arabe ».
27. Symptomatique à cet égard est la critique faite par Dominique Vidal dans le *Monde Diplomatique* d'octobre 2006 du film *O Jérusalem* réalisé par Elie Chouraqui d'après le livre de Dominique Lapierre et Larry Collins paru en 1972 (<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2006-10-20-0-Jerusalem>). Après l'avoir qualifié d'obsolète, il affirme : « Or, entre-temps, ceux qu'on appelle les « nouveaux historiens » ont trouvé dans les archives israéliennes ouvertes à partir de

1978, de quoi réécrire largement cette histoire, rejoignant d'ailleurs pour une part les recherches antérieures d'historiens arabes. Puis il liste 5 points qui seraient démontrés par les nouveaux historiens, mais qui en fait sont contestés et contestables (et sur lesquels les nouveaux historiens ne sont pas d'accord entre eux) : l'état des forces en présence (qui a en fait évolué entre novembre 1947 et mars 1948), les résultats des pourparlers avec le roi de Jordanie (plusieurs historiens – et Golda Meïr elle-même – contestent qu'il a eu accord), l'appel à la fuite des Arabes et point le plus contesté – y compris par Benny Morris – l'inscription de Deir Yassine dans le plan Dalet.

28. Pour ne citer que ceux là, qui se souvient aujourd'hui des massacres en 1947 de 77 médecins et infirmières sur la route vers l'hôpital Hadassa au Mont Scopus, ou du massacre de 36 étudiants de l'Université hébraïque, ou encore du terrible siège de Jérusalem ? Qui se souvient que la guerre du Liban a fait des dizaines de milliers de morts bien avant l'entrée des Israéliens dans le conflit, dont des chrétiens massacrés par les Palestiniens parfois unis pour la circonstance à des soldats syriens comme ce fut le cas à Damour en janvier 1976 (600 civils massacrés) où le massacre a été accompagné de viols, émasculations, mutilations tandis que l'église St Elias était transformée en garage pour le Fatah ?

29. « *Le 10 mars 1948, le commandement sioniste adopte l'infâme plan Dalet, dont va résulter le nettoyage ethnique des territoires considérés comme le futur Etat juif en Palestine* ». « The Geneva Bubble – Ilan Pappé on the prehistory of the latest proposals », London Review of books, vol. 26, n° 1, 8 janvier 2004.

30. « La Bataille pour Jérusalem », in Dossier la création d'Israël – 1947-1948, *Le magazine du xx<sup>e</sup> siècle*, n° 4, juin-juillet 2003, p. 26-29.

31. *Victimes*, p. 228.

32. Il dément pour cette raison les appels radiophoniques du Grand Mufti aux Palestiniens pour qu'ils quittent la Palestine avant les combats. Pour lui, si tant de témoins affirment les avoir entendu, il s'agirait d'une sorte d'hallucination collective reconstituée a posteriori. Ce qui n'empêche pas les adeptes du témoignage qui fait foi (quand il s'agit de témoins palestiniens) de s'emparer avec délice de cette confirmation opportune de leurs affirmations.

33. *Ibid.*

34. Qui ont été par contre relevés par Benny Morris quand ils étaient publiés dans la presse.

35. Benny Morris rapporte le cas de 12 villageois de Eliahun abattus par des hommes de la brigade Golani en représailles pour la mort de deux des leurs dont la tête coupée avait été retrouvée dans une maison du village.

36. Edité en 2003 par le BILC (Bureau for international language coordination), il peut être téléchargé sur [www.dlielc.org/bilc/MilLang/TriSvcBILC\\_003.doc](http://www.dlielc.org/bilc/MilLang/TriSvcBILC_003.doc). Cette liste a été réalisée par la délégation britannique au BILC pour faire suite au rapport du groupe d'études numéro 1 au sein du BILC 94 - Formation Linguistique pour des besoins militaires spécifiques, sa traduction française réalisée par la Section d'études anglaises de l'Ecoles interarmées du Renseignement et des études linguistiques (Joint School for Military Intelligence and Foreign Languages).

37. 19 octobre 1994 : revendiqué par le Hamas, hostile aux accords de paix, un attentat suicide

dans un bus fait 23 morts à Tel Aviv. C'est la première fois qu'un attentat suicide est perpétré en Israël. 47 israéliens sont poignardés au cours de l'année 1993. 06/04/94 : 9 tués et 45 blessés dans l'explosion d'une voiture piégée à Afoula, revendiqué par le Hamas ; 13/04/94 : 5 morts et 30 blessés à Hadera ; 9/10/1994, enlèvement du soldat Nahshon Waksman, il sera assassiné à Ramallah par ses ravisseurs ; 25/12/1994, attentat suicide dans un bus à Jérusalem, 12 morts ; 22/01/1995, 21 morts et 34 blessés dans un double attentat à un arrêt d'autobus Beit Lid (le deuxième visant les équipes de secours) ; 09/04/1995 : 6 morts dans un attentat à Kfar Darom ; 24/07/1995 : 7 morts à Ramat Gan ; 21 août 1995, attentat à Jérusalem, 5 morts et 100 blessés.

38. Là encore, c'est en tant qu'il est représentatif d'une certaine position intellectuelle que je le cite et parce que Pierre Vidal Naquet est ici incontournable tant il a donné, par son statut d'historien et son engagement dans le combat contre le négationnisme, une légitimité scientifique et morale et une garantie de « non-antisémitisme » à une certaine parole pro palestinienne, et pas – comme on pourrait me le reprocher – pour attaquer quelqu'un qui ne peut plus se défendre.

39. *Les assassins de la mémoire*, Points Seuil, 1995 et *La Découverte* 1987.

40. Yoav Gelber revient dans *Critique du post-sionisme* sur ce procès pour en expliquer les tenants et les aboutissants : l'avalisation sans problème de la thèse par l'université, sa redécouverte par un journaliste qui l'avait présentée en rassemblant des témoignages contradictoires à son sujet, la demande de réexamen de la thèse par les vétérans de la brigade mise en cause et le refus de l'université qui avait motivé le procès en diffamation, le financement par l'OLP de la défense aux fins de s'en servir comme tribune et d'en faire le procès de la Naqba, l'obligation faite à l'auteur de produire ses enregistrements et la preuve faite de la falsification, ce qui valut à l'auteur de devoir s'excuser publiquement et de voir le réexamen par l'université de la thèse. Tous les documents concernant cette affaire sont consultables sur <http://www.ee.bgu.ac.il/~censor/katz-directory/> mais malheureusement presque tout en hébreu.

41. Pappé, Ilan. *La guerre de 1948 en Palestine*. Paris : La Fabrique, 2000, p 14.

42. Elie Barnavi, « Calomniez, calomniez ». *Le Monde*. 03/06/02.

43. Pierre Vidal-Naquet (preface), Elie Barnavi (traduction), Christopher R. Browning (auteur), *Des Hommes ordinaires - Le 101ème bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Belles lettres, 2002. Réédité en 2007 chez Tallandier avec une postface de Pierre-Emmanuel Dauzat.

44. « Conversations avec Vidal », *Marianne* n° 485, 5-11 août 2006.

45. Dans les années 80, Pierre Vidal-Naquet a en effet apporté son soutien à Luc Tangorre, violeur des quartiers Sud de Marseille qu'il présentait comme le nouveau Dreyfus ; celui-ci a obtenu une grâce de François Mitterrand, mais a été à nouveau arrêté pour le viol de deux auto-stoppeuses américaines. Ce soutien n'est pas le seul de ses soutiens contestables. En 1991, il prend aux côtés de Gilles Perrault, François Nadeau ou Laurent Schwartz la défense de Georges Boudarel, l'ancien commissaire politique du camp 113 pendant la guerre d'Indochine, camp où moururent de nombreux soldats français ; Il écrit alors dans l'hebdomadaire d'extrême gauche *Politis* du 21 mars 1991 : « Je trouve incroyable que l'on puisse faire de Boudarel une sorte de bouc émissaire, non

seulement de cette guerre coloniale mais de toutes les autres, alors que d'authentiques criminels qui ont du sang sur les mains, au sens littéral du terme, non seulement n'ont jamais été poursuivis, mais portent bien leurs décorations et ont été députés ou ministres. » Ajoutons son soutien plus explicable en 2004 avec Michel Tubiana, Edgar Morin, Stéphane Hessel, Madeleine Rebérioux et d'autres au combat contre l'extradition de Cesare Battisti, ancien membre d'un groupe terroriste, condamné en Italie pour quatre crimes de sang.

46. Cette chronologie distingue aux origines : Les Araméens, les Amanites, les Cananéens et les Phéniciens formèrent les premières cités connues de la Palestine, et la période « à partir de 2000 av. J.-C. » : Terre des révélations et des prophètes, le pays fut conquis par toutes les puissances méditerranéennes et mésopotamiennes (les Akkadiens, les Hyksos, les Egyptiens, les Hittites, les Assyriens, les Babyloniens, les Perses, les Grecs, les Romains et les Byzantins).

<http://www.imarabe.org/portail/mondearabe/pays/docs/palestine.html#chr>

47. Une dépêche AFP du 21 octobre 2007 fait état de la découverte dans ces gravats de vestiges datant du premier temple.

48. Nathan, édition 1998.

49. Jacques Frémeaux, professeur d'histoire à Paris IV est responsable du Centre d'histoire de l'Islam contemporain et spécialiste de la guerre d'Algérie et la décolonisation. Frédéric Médard, présenté comme docteur en histoire, a rédigé une thèse sur la « Technique et logistique de la guerre d'Algérie ». Jean Bastier, professeur à l'université de Toulouse<sup>1</sup>, outre ses ouvrages sur les expériences d'écrivains célèbres (Céline, Drieu La Rochelle, Blaise Cendrars, Georges Bernanos) comme combattants de 1914-18, est membre du Conseil d'Administration de l'association « Méditerranées », ce qui lui a donné l'occasion de collaborer à leur Revue avec cet article : « Impôts arabes et droit colonial français ». Quant à Nadine Picaudou sa spécialité est... la société Palestinienne.

50. Rappelons qu'un tel blocus est considéré comme un acte de guerre règlementé par le droit international.

51. *L'Arche*, n° 533 mars 2004.

52. Le *Monde diplomatique* (en tant que personne morale), l'association Gunter Holtzmann (qui regroupe les journalistes et salariés du journal et en est l'un des trois actionnaires) et l'association des « Amis du Monde Diplomatique », plus gros actionnaire du journal, qui est associée à toutes les campagnes du mouvement. Sur les relations du *Monde Diplomatique* avec l'altermondialisme, on peut lire Maxime Szczepanski-Huillery, « Les usages militants de la lecture et de l'écriture. L'exemple du *Monde diplomatique* ». *Colloque "Les mobilisations altermondialistes"* 3-5 décembre 2003.

53. Voir le mémoire de Master<sup>2</sup>, recherche en sciences politiques de Benjamin Weil, soutenu en septembre 2006 à Paris I-Sorbonne : « *Pas si diplomatique que ça* », le *Monde Diplomatique et le conflit israélo-arabe de 2000 à 2006 : une tentative d'analyse et d'interprétation*. Ce mémoire est accessible sur Internet avec cette mention surprenante (qui n'existe pas par exemple sur celui de Marie Bletterie à Rennes : faut-il en déduire que l'université fait sienne les opinions qu'elle expri-

me par exemple sur l'avenir d'Israël ?) : « *L'université n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur* ». Voir aussi : Samuel Ghiles-Meilhac, *Le Monde diplomatique et Israël, 1954-2005. Histoire moderne de l'État juif à travers un journal français de référence*, Éd. Le Manuscrit, 2006.

54. <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1949>.

55. Atlas historique, Larousse, 1995, p. 213.

56. Edition 2003, p. 177.

57. L'organisateur du Festival est l'association *Alliance* qui a pour objet « d'augmenter la visibilité des programmes concernant la solidarité, les droits de l'Homme, les enjeux humanitaires et le développement durable dans les media ». Elle est aidée par *Terre des Hommes France*, la mission cinéma de la Mairie de Paris, *Arte*, *l'Alliance des éditeurs indépendants*, *Alternatives Internationales* (sous produit de Télérama), *radio France Internationale*, *RMC* et *TV5*.

58. Anny Dayan Rosenman, *Libération*, 1<sup>er</sup> avril. Elle a publié *Les alphabets de la Shoah*, CNRS Editions, 2007.

59. *Télérama*, Antoine Perraud, 11/11/2003.

60. Cette phrase de 1992 est tronquée et sortie de son contexte. Elle est en effet citée par Dominique Bromberger le 22 novembre 2000 dans sa chronique sur France Inter : « *Je voudrais voir Gaza sombrer dans la mer, mais comme cela ne se produira pas, il faudra bien trouver une solution* ».

61. « *Israël aussi a des armes de destruction massive. Pourquoi on n'envoie pas des inspecteurs ici ? Parce que l'Amérique décide et que les Juifs y sont influents. Bush doit en tenir compte si il veut être réélu* » dit encore un israélien.

62. Dans scène avec le jeune métreur arabe, il est ainsi interrogé : « *Un jeune homme comme toi a des occasions de sortir avec des filles israéliennes ?* » « *Plein d'occasions, c'est le plus facile* » « *Avec quelles filles tu sors le plus facilement ?* » « *Avec les Russes, les immigrées. Ensuite, viennent les Juives. Celles du pays, pas les étrangères qui prennent la nationalité. Les plus difficiles sont les filles arabes. Elles ont peur de leurs parents. Ils sont sévères avec elles. Tout leur est interdit, parler, sortir...* ».

63. « *Où sont nos amis juifs ? Ils te blessent sans le savoir, car à la base ils ne te traitent pas comme un être humain. (...) Les Palestiniens vivaient de pain et d'olives avec un cœur bon et pur. Ils aidaient tout le monde. Les Juifs à part le travail et l'argent...* » dit un jeune homme et sa mère renchérit : « *Le pain de notre bouche, l'Etat donne aux Juifs* ».

64. Les nuits du 14 et du 15 octobre, premier et deuxième jour de Ramadan.

65. [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/cinema\\_886/cooperation-cinematographique\\_5371/aides-production\\_5622/films-aides\\_5623/liste-films-par-pays\\_5624/egypte\\_6191/porte-du-soleil\\_6217/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/cinema_886/cooperation-cinematographique_5371/aides-production_5622/films-aides_5623/liste-films-par-pays_5624/egypte_6191/porte-du-soleil_6217/index.html)

66. *R CJ*.